

Chapitre III

DE L'IRAN AU NICARAGUA

B) GUERRES D'ETAT

1) GUERRE OFFICIEUSE ET GUERRES OFFICIELLES

a) Différences entre guerre officieuse et guerre officielle

Tout ce qui précède, de Téhéran à Khartoum, est l'offensive dans la guerre de notre temps. Emeutes et révoltes, généralement, ne sont pas considérées comme guerre. C'est d'abord parce que l'activité de dispute extrême qu'est la guerre est devenue, au cours des siècles, la propriété des Etats, et qu'une guerre contre l'Etat au contraire ruine cette propriété ; c'est ensuite parce qu'une révolte ou une émeute n'est considérée que localement, par rapport à l'Etat dans lequel elle éclate. Mais qui observe ces événements, par rapport au monde, y reconnaît nettement deux camps, deux façons de se battre, le même déroulement, les mêmes armes, un profond et irréconciliable désaccord, et une convergence entre tous les points où l'on se bat, même si ce n'est pas encore dans la conscience ; de même s'y expriment toutes les antiques vertus guerrières : courage, intelligence, force, adresse, patience, volonté. Clandestinement, insensiblement, a commencé la vraie guerre mondiale, celle qui va rendre le monde vrai, et qui avant de vérifier le monde, se vérifie maintenant elle-même : d'un côté ceux qui n'ont rien à conserver, de l'autre ceux qui ont quelque chose à conserver. Et malgré la lumière des premières offensives, dans la pénombre historique de leur inconscience d'être telles, cette guerre reste encore officieuse, nulle part déclarée, nulle

part reconnue. Sans quoi, c'est avec bien d'autres moyens qu'elle serait menée.

La mondialisation de l'esprit a fait des ravages conceptuels que la pratique des hommes est simplement en train de réaliser. Ainsi le concept de guerre s'est scindé entre son essence et son apparence. L'apparence de la guerre est restée à l'Etat : armement lourd, léger, mobilisation, uniforme, discipline, hiérarchie, campagne, tout ce qui est militaire, armistice, cessez-le-feu, conférence de paix, la guerre d'Etat est la continuation de la politique avec d'autres moyens. Il faut rendre à Clausewitz cette justice qu'au moment où il propose cette définition de la guerre, la politique n'était pas encore réduite à une petite spécialité acariâtre, à mi-chemin entre la comptabilité et le cinéma, quoique elle n'était déjà plus le débat ouvert sur le sens de l'humanité ; et qu'alors une guerre derrière les lignes ne faisait que commencer, quoique encore en tant qu'appendice des armées régulières. Ainsi, la guerre officielle, j'entends par là ce qui aujourd'hui est reconnu comme guerre par ceux qui ne la font pas, n'a retenu que la forme, la technique et l'apparat de la guerre d'autrefois ; alors que dans la guerre officieuse, la faire c'est toujours la fonder : elle est un débat sur le monde, la totalité est son enjeu. Côté officiel, l'écorce est sans contenu, l'arbre est mort ; côté officieux, la sève jaillit à l'air libre, ni l'arbre ni la forêt ne sont visibles.

Outre son anonymat, la première grande nouveauté du parti à l'offensive est son unité organique. Personne n'y agit, n'y tue ou n'y meurt au nom de quelqu'un d'autre que soi. On n'y verra plus de combattants de la liberté fusillés pour désobéissance. On n'y verra plus que ceux qui veulent y aller. Et ceux qui n'y vont pas, quelles que soient les raisons de leur absence, doivent savoir qu'ils auront, pendant que la parole est au combat, au moins perdu la parole. Qu'aucune guerre n'ait encore été menée sur cette responsabilité égale et exclusive de tous et de chacun est sans doute la principale raison que celle-ci est encore officieuse. La difficulté de la concertation et de la coordination paraît telle, que ce parti n'ose encore se reconnaître nulle part, alors que pourtant, il avance déjà partout.

L'esprit de la guerre a changé. Depuis que les guerriers, insensiblement, se sont transformés en hommes d'Etat, et que les hommes d'Etat, insensiblement, se sont transformés en leurs propres laquais, la guerre est universellement honnie. Tous les Etats la condamnent. Les ministères de la Guerre se sont transformés en

ministères de la Défense. Pour les pauvres modernes se battre n'est qu'une cruelle calamité. Cela se conçoit aisément tant, depuis qu'existent les guerres d'Etat, ces pauvres n'y sont que chair à canon, pillés, violés, exterminés. Et comme la guerre d'Etat passe pour toute guerre, ils sont contre toute guerre, parce qu'ils ne peuvent s'y imaginer autrement (même dans les miasmes les plus luxuriants du nationalisme) que dans la vie civile : victimes, et victimes innocentes. L'idée même que la guerre puisse être un jeu, et ce jeu un plaisir pour celui qui le mène est aujourd'hui effacée chez les pauvres. Cette perte de la conscience de pouvoir mener une guerre pour soi-même, doit être considérée comme la sentence implacable de la résignation à la pauvreté. Les gouvernants de tous les Etats sont donc en terrain conquis lorsqu'ils prêchent la paix pour se protéger eux-mêmes. Mais leur horreur de la guerre n'est pas feinte, même lorsqu'une minorité d'entre eux semble s'y délecter, ou l'appelle de ses vœux. Ce n'est pas tant parce qu'ils sont économistes et que la guerre est défavorable au commerce et au travail, que parce que, résignés eux aussi à une misérable condition, ils sont devenus les valets d'un seigneur redouté. Faibles et désemparés, ils craignent tout le temps son bâton, même dans les guerres entre eux ; obséquieux devant ce maître inaccessible, l'esprit régnant, et conservateurs de leur livrée, ils rejettent tout changement imprévisible dont les guerres abondent. Ainsi, le paradoxe qui ralentit l'incendie de la guerre officielle est que dans les deux camps on milite officiellement pour la paix éternelle ; professer la guerre est aujourd'hui un tabou universel dans un monde en pleine guerre.

Tant que les guerres d'Etat étaient un moment du débat de l'humanité, les révoltes des pauvres contrariaient ce débat. Mais aujourd'hui, les guerres d'Etat contrarient la révolte des pauvres, qui est un moment de la relance de ce débat. Bien peu d'hommes d'Etat encore ont saisi la guerre officielle comme les sandinistes, en contre-offensive dans la guerre officielle. Si le rejet a priori de toute guerre, claironné à l'envi par la propagande ennemie, empêche les pauvres d'entrer en guerre pour leur compte, il gêne aussi leurs ennemis quand dans la guerre officielle ils voudraient contre-attaquer ou faire diversion par une guerre d'Etat. Et les guerres officielles qui ne sont pas des contre-offensives ou des diversions, ne sont que des détails par rapport à la guerre officielle, où seules elles ont un sens dans l'histoire ; mais détails importants, qui immobilisent l'attention, et par leur apparence de guerre brouillent les perspectives conscientes de la guerre officielle.

Ces hommes avilis, que la paix fige, ont perdu la conquête, qui était jadis le marchepied de la gloire (d'ailleurs la gloire commence à être honnie comme la guerre). La conquête commence par l'offensive à la guerre. Jusque dans la guerre officielle, celui qui commence aujourd'hui la guerre le nie jusqu'à l'absurde, par son ministère de la Défense. Commencer la guerre est devenu un crime moral, plus désastreux qu'une défaite. Un gouvernement qui fait la guerre sans préférer la paix à la victoire est traité par les autres comme ayant de mauvaises manières, et risque de se retrouver infréquentable. La conquête et la gloire, quant à elles, sont refoulées et caricaturées dans le cinéma, le sport et le cosmos.

Mais la majorité moutonnante des contemporains, qui pense aujourd'hui que l'esclavage vaut mieux que la mort, invoque pour cela un argument récent : la bombe atomique. La bombe atomique, cette arme destructive, est devenue essentiellement une arme paralysante. Elle a fait quelques dizaines de milliers de morts et plusieurs milliards de peureux. Dans la guerre officieuse, elle n'est plus efficace qu'en tant que menace. Son usage mettrait en branle contre ceux qui s'en sont servis ceux qu'elle n'a pas tués, et qu'elle maintient actuellement dans l'immobilité du sacrifice suspendu. Comme de la guerre, et d'ailleurs souvent ils amalgament les deux, les gérants de l'Etat ont horreur de la bombe atomique. Elle aurait, sans doute, l'effet boomerang qu'ils avouent craindre, non pas que leurs abris anti-atomiques seraient insuffisants pour les protéger des représailles de quelque autre Etat, mais ils seraient pendus haut et court par l'insurrection immédiatement libérée, tant leur propre propagande a fait du crime de rendre sa fonction temporelle à cette bombe éternellement à retardement le crime qui justifie toutes les colères. Il n'est pas unimaginable que l'ennemi ne se serve, cependant, de cette transgression morale comme diversion dans la guerre officieuse, car la bombe atomique n'est guère utilisable autrement dans cette guerre d'infiltration, de mouvements furtifs et soudains entre les banlieues et les villes.

Préconiser l'usage de la bombe atomique, cette horreur inconnue, est frappé d'un interdit encore plus rigoureux que de préconiser la guerre, cette horreur connue. Cette unanimité est le premier champignon de cette bombe, et le plus absurde. Car une bombe, quelle que soit sa puissance, n'est qu'un outil. Ce qui est critiquable n'est pas un outil, mais un utilisateur. Que l'homme ait construit un outil capable de l'engloutir est à son honneur. Ce qui est

honteux est qu'il ne sache pas s'en servir. Qu'on me comprenne bien : le but de l'humanité est la fin de l'humanité. Mais la fin de l'humanité est son dépassement, pas son anéantissement. La bombe atomique peut être un outil pernicieux pour anéantir l'humanité, ou précieux pour atteindre son dépassement. Aussi, son usage, qui intéresse directement tous les hommes, n'appartient qu'à leur assemblée plénière et responsable. Très loin de pouvoir me substituer au plus auguste des aréopages, j'en dénie aussi la capacité aux Etats, eunuques-gardiens de cette puissance accumulée. J'adhère à cet orgueil générique qui stipule que l'homme ne se pose que des problèmes qu'il peut résoudre : de l'image subliminale à la bombe atomique, de l'arme la plus insidieuse à la plus destructrice, n'augmente que l'exigence en courage, intelligence, force, adresse, patience, volonté. Et contrairement à ceux qui se prétendent aujourd'hui humanistes, et qui ne sont qu'une variété de moralistes, je prétends que la mort, même d'un grand nombre d'individus, si pour ces individus elle est toujours un malheur, peut, dans la perspective de l'histoire, devenir le contraire pour l'humanité. D'ailleurs, ce loup qui dans "Aline et Valcour" regrette que la bombe atomique n'ait pas encore été inventée, pour qu'il puisse jouir du spectacle de la destruction générale, n'est pas moins vivant en chacun de nous, humain, que les moutons qui préfèrent arrêter le temps plutôt que d'envisager ses dangers.

b) Quelques généralités à propos des guerres officielles

Récapitulons la complexe et délicate situation du concept de guerre dans le monde : la guerre officieuse est officieuse parce qu'elle n'est pas dans les consciences. Mais elle est le moyen extrême utilisé pour ouvrir le débat des hommes. D'ailleurs, il n'existe qu'une guerre officieuse, c'est en même temps cette guerre et toute guerre. Les guerres d'Etat sont devenues la dégénérescence du débat radical entre les hommes, son contraire, son somnifère. L'Etat n'est plus le forum de ce débat, qui a donc maintenant pour préalable la guerre contre l'Etat. La bombe atomique n'est qu'un outil, dangereux parce qu'il est aux mains de l'Etat, qui ne sait pas s'en servir.

Les termes guerre officielle et guerre d'Etat sont interchangeables : toute guerre reconnue officiellement est menée, soit par des Etats, soit par des partis brigant le gouvernement d'un Etat ; à

l'inverse, toute guerre opposant des partis étatistes ou des Etats est reconnue comme guerre par tous les Etats tiers et par l'information dominante. Comme il est interdit de déclarer une guerre, l'Etat agresseur pousse devant soi une brouette morale, un Front de Libération Nationale, dont la légitimité, concurrente de celle du gouvernement de l'Etat agressé, le dispense de déclarer la guerre. Aucune guerre, dans le monde, n'est plus déclarée. Et cette utilisation systématique de guérillas dans les guerres d'Etat (même en prévision) fait qu'elles passent pour civiles. Au concept de guerre civile correspondent deux sens, découlant jadis l'un de l'autre, aujourd'hui opposés : soit c'est la guerre entre deux armées pour un même Etat (comme sandinistes contre somozistes), soit c'est une guerre de civils, par opposition aux militaires, à l'intérieur d'un même Etat (au Nicaragua, les communiqués officiels distinguent entre sandinistes, somozistes et civils tués). Dans le premier cas, la guerre civile est une guerre d'Etat, une guerre officielle ; dans le second, elle devient la guerre officieuse. Un autre caractère principal de la guerre officielle, qui naît dans son caractère civil, est la nécessité de maintenir, d'abord entre guérilla et gouvernement, puis entre Etats belligérants, l'opposition idéologique dominante du monde : URSS contre USA, socialisme contre capitalisme, classe ouvrière contre bourgeoisie. Cette rivalité et ses variantes, auxquelles les valets croient aussi volontiers que les autres pauvres, est le leitmotiv de toutes les guerres officielles en 1978. En effet, les fournisseurs d'armes sont également des fournisseurs de rhétorique. Plus l'idéologie des partis d'Etat est claire, tranchée, plus leur guerre sera justifiée. Les guerres officielles sont un spectacle. Certains imprésarios, au nom de l'idéologie ouvriériste affichée par l'un des deux partis, essayent même de les vendre sous l'étiquette de "guerre sociale". C'est là un héritage de la guerre d'Espagne, ce bel avortement d'une époque, où la dernière révolution officielle s'est révélée être la première guerre officielle d'aujourd'hui. Le terme guerre sociale n'a pas beaucoup de sens si l'on ne reconnaît pas que les hommes sont divisés en classes sociales ; ou alors il signifie guerre pour changer la société, comme le concept plus précis de guerre officieuse.

Comme les guerres officielles ne peuvent plus être déclarées, il n'y a plus de traités de paix pour les terminer. Il est beaucoup plus difficile d'arrêter une guerre officielle que de la commencer. D'abord, partis et alliés y augmentent au fur et à mesure, et il devient chaque jour plus inextricable de les satisfaire tous par un même accord. Ensuite, une guerre d'Etat est tellement commode pour l'Etat : elle

justifie toutes les mesures d'exception ; elle explique tous les échecs, toutes les faillites, toutes les dettes ; elle nécessite une armée de métier ; elle éloigne et entraîne cette armée de métier ; elle fabrique de lucratifs et secrets trafics d'armes, d'argent, de chair humaine. Les économistes qui hurlent à la ruine et la famine à l'idée d'une grève prolongée, n'expliquent nulle part comment des guerres incomparablement plus prolongées, incomparablement plus coûteuses en matériel, n'affament pas définitivement des régions, où des soldats qu'il faut nourrir puis payer, dévastent usines, récoltes et habitations et tout ce que la plus sauvage des grèves n'ose saboter.

Les guerres officielles sont aussi incomparablement plus meurtrières que la guerre officieuse. Comme ceux qui la subissent sont aujourd'hui ceux qui la reconnaissent, une guerre paraît d'autant plus officielle qu'il y a beaucoup de morts. Quoique limitées par l'interdiction de bombe atomique, les guerres officielles détruisent beaucoup d'uniformés et de non-uniformés. Mais ce qui est plus désastreux dans la perspective de la guerre officieuse, les uniformés et non-uniformés qui survivent sont des pauvres, mais pas modernes. Ces guerres les enrôlent dans leur archaïque dualité idéologique, retardent l'urbanisation et la concentration d'esprit, partout ailleurs accélérées, et anéantissent ainsi à la racine l'éclosion de la guerre officieuse, transformant en désert de l'esprit, totalement stérile au débat sur le monde, les contrées où elles ont lieu. Ces guerres ne sont pas que des tâches de sang, sang du reste devenu indifférent à l'histoire qu'il salit seulement, elles sont surtout les zones d'obscurantisme profond, de retard spirituel manifeste, dans ce monde jeune qui commence. Aussi, ceux qui espèrent que, comme en 1917 en Russie et en 1918 en Allemagne, les soldats vaincus retourneront leurs fusils contre l'Etat qui les a envoyés à la défaite, se leurrent ; rarement on leur laisse leurs fusils, et quand ils les gardent, il leur manque le mode d'emploi, l'expérience de l'aliénation urbaine, la théorie, pour ne pas être embrigadés dans la police.

Pris dans leur ensemble, les valets de la société actuelle ont plutôt intérêt d'empêcher la guerre officieuse, que de la risquer. Les guerres officielles remplissent entièrement cette fonction, mais nos ennemis l'ignorent, en partie parce qu'ils sont eux-mêmes drogués par l'esprit ambiant, en partie parce que les intérêts qu'ils voient sont à plus courte vue. Ils sont bien les héritiers de la bourgeoisie, en ce sens qu'ils sont incapables de voir leurs intérêts communs ; et en tant qu'individus, leurs petites guerres d'Etat leurs paraissent bien plus

dangereuses que la douce paix dont ils veulent ignorer la lente fissure, qui constitue insensiblement deux blocs d'hommes en guerre, dont celui qu'ils composent est de loin le plus petit. Il est même encore des arrivistes à l'ancienne, aujourd'hui plus souvent rapaces ou désespérés que hardis, qui tentent une guerre. Ces salauds-là y sont parfois renversés, et quoique rien n'indique qu'ils ne l'auraient pas été également en temps de paix, cela semble heureusement dissuader leurs collègues de recouvrir toute la planète de ces petites guerres officielles sans bombe atomique, que les marchands d'armes savent faire durer si longtemps.

Toutes ces caractéristiques, fort diverses, ne se trouvent que mêlées, changeantes, et d'importance variable dans les guerres actuelles. Parfois, elles sont éclipsées par une caractéristique locale, parfois, au contraire, elles sont mises en valeur en tant que caractéristique locale. Mais dans toutes, l'offensive irano-nicaraguayenne et les émeutes qui l'ont accompagnée à travers tous les continents, ont détruit à jamais l'image antique de la guerre et sa routine, si j'ose dire paisible, parce qu'elle n'empêche pas la majorité de ses contemporains de penser qu'ils vivent dans un monde en paix.

2) GUERRES D'ETHIOPIE

Pour deux raisons les deux guerres d'Ethiopie méritent un bref rappel. La première est la part d'attention qu'elles ont occupé en 1978 et 1979. Ce serait une faute de ne citer aucune des pustules de l'information, qui en leur temps ont pu prendre de la place aux débuts d'offensive d'Iran et du Nicaragua. Servir l'information est un emploi involontaire vers lequel les guerres d'Etat qui s'éternisent sont recyclées.

La seconde raison est plus importante et elle justifie que les guerres d'Ethiopie figurent en préambule des autres. Leur raison est la raison principale des guerres d'aujourd'hui : combattre l'ennemi

intérieur en lui substituant un ennemi extérieur. Déportant officiellement dans les campagnes hostiles d'Ogaden et d'Erythrée la guerre officieuse qui faisait vraiment rage dans Addis Abbéba, leurs alliés d'URSS ont appris aux dirigeants inexpérimentés d'Ethiopie qu'une guerre entre Etats est toujours d'abord une diversion, ensuite une répression. Ce n'est pas que Mengistu et sa flottante équipe militaire n'aient choisi l'invasion somalienne en Ogaden, mais cette guerre les a seule débarrassés du cauchemar des kébélés. Le président somalien, Syad Barre, s'est trompé en avançant derrière la feuille de vigne qu'était le Front de Libération de l'Ogaden dans l'espoir rapace ou désespéré d'annexer cette contrée ; et les protecteurs russes des deux Etats savaient bien qu'il fallait d'abord éteindre le grand incendie d'Addis Abbéba dont découlait la petite incontinence frontalière qui servirait d'extincteur, et qui serait facile à résoudre si elle ne tenait que dans l'ambition de Syad Barre, et facile à retourner si elle était la fuite devant quelque menace analogue aux kébélés, à Mogadiscio. Aussi, lorsque l'URSS eut pris son parti de trahir son allié le plus ancien au profit de son allié le plus malléable, cette guerre d'Ogaden fut terminée à l'avantage du statu quo ante entre fin janvier et mi-mars 1978.

Tout au contraire, la guerre d'Erythrée, qui était une guerre éternelle, est restée une guerre éternelle. La présence de plusieurs guérillas, dont l'une avait également pour allié et fournisseur l'URSS, est la meilleure garantie policière : c'est assurément une province où il n'y a pas de pauvres modernes, et vraisemblablement pour longtemps. Car la guerre y dure toujours, même si sa vigueur ne fut jamais aussi grande qu'en 1978 et 1979, où l'attention internationale fut proportionnelle à l'hémoglobine, sans qu'on puisse distinguer lequel excita plus l'autre. Le 7 août 1979, en tous cas, la guérilla prétend avoir tué 15 000 Ethiopiens en un an. C'est le petit supplément à payer pour plonger définitivement les kébélés, déjà réduits au silence, dans l'oubli.

3) GUERRE DU TCHAD

De toutes les caractéristiques qui accompagnent les guerres éternelles auxquelles le public s'est résigné, celle du Tchad est le meilleur condensé. C'est d'abord un labyrinthe triste, duquel les spécialistes ignorent la sortie et les spectateurs l'entrée. Entre les premiers, qui n'y comprennent rien à force d'y projeter tous leurs intérêts, et les seconds qui n'y comprennent rien à force d'y manquer d'intérêt, je vais tenter un survol à mi-hauteur, qui permette d'évaluer ce dédale, et sa médiocrité.

Plus étendu que l'Afrique du Sud ou l'Antarctique, et moins peuplé que Téhéran, le Tchad, où ont été recensés 192 groupes ethniques différents, est un résidu colonial devenu Etat, puis infection. Ce territoire, immédiatement malade de l'Etat, cette cangue administrée à son départ par un colonisateur violent et borné, se subdivise en trois parties : le nord, que parcourent des tribus nomades arabes musulmanes ; le centre, qui regroupe trois anciens sultanats arabes, ébauches d'Etats ; et le sud, le plus peuplé, par des noirs animistes chrétiens, dont les nomades du nord faisaient jusqu'à la colonisation, cinquante ans avant l'indépendance, le commerce d'esclaves.

En 1960, le chef du Parti Populaire Tchadien devient celui du premier gouvernement tchadien. Ce François Tombalbaye, qui vient de la plus importante tribu du sud, les Saras, devient rapidement dictateur, et confie toute l'administration aux petits-fils des anciens esclaves qui en abusent contre les petits-fils de leurs anciens trafiquants. Depuis 1968, rébellions, assassinats, abus de pouvoir et interventions armées se multiplient. En 1975, Tombalbaye, qui cherchait alors à imposer le yando, une sorte de spiritisme inspiré du tribalisme sara, est enfin assassiné, au soulagement général, lors d'un coup d'Etat.

Soulagement infondé, puisque le principal but de ce changement de dictateur n'a pas été atteint. L'année précédente, en effet, par le plus grossier des pets, la célébrité s'était emparée du Tchad, peu avant l'armée française : une inutile coopérante française, Françoise Claustre, avait été enlevée par une minuscule division d'un minuscule Frolinat (il existe vraiment des clowns tristes au point de vouloir "libérer" quelque chose de "national" au Tchad !). Ce fait divers, qui

se transforma en roman-feuilleton puisqu'il dura jusqu'en janvier 1977, et que Tombalbaye avait été impuissant à gérer, fut le vrai détonateur de la guerre. L'éclairage dont il baigna ce nouvel Etat attira les mouches à carrière du Frolinat, comme Goukouni Oueddei, fils du chef des nomades toubous, ou Hissène Habré, dian-dian rentré commander au pays, et de l'armée, comme Félix Malloum, qui après avoir renversé Tombalbaye en avril crut pouvoir congédier l'armée française en septembre, et interdire la grève en novembre 1975. Il est remarquable que les prises d'otages ultérieures au Tchad, et il y en eut beaucoup, par une bizarrerie du spectacle, n'ont jamais obtenu toutes réunies le centième de notoriété de l'affaire Claustre, et donc ont été pour la plupart à charge des preneurs d'otages, ce qui les a évidemment fait cesser ; et que la libération de toute cette Claustrophobie artificielle, consécutivement à une exclusion du Frolinat de Habré par Goukouni, ne rapporta absolument rien à aucun des partis engagés, si ce n'est une rente de publicité pour tout le cloaque qu'était devenu le Tchad.

Car la seule unité qu'ait jamais connue le Tchad était son premier dictateur. Son successeur, le spectacle Claustre, acheva de fractionner le territoire en suscitant des convoitises inconnues dans ces contrées, où l'Etat est si récent et si artificiel. Une nouvelle soif de richesse, irrationnelle et impérieuse, s'était insinuée chez quelques chefs de tribu. Mais ces chefs de tribu eux-mêmes sont déjà des têtes de pont de chefs d'Etats voisins, attirés par la même douce et chaude lumière, mais avec des armes et des arrière-pensées autrement plus lourdes ; ainsi, les Libyens occupent déjà toute une bande de territoire tchadien, la bande d'Aouzou ; et le 24 janvier 1978, un cessez-le-feu est signé entre Malloum, la Libye, mais aussi le Niger et le Soudan.

Le 15 avril, le Frolinat lance une offensive surprise, en passant par le sud. L'armée tchadienne, qui défend la capitale, perd 2 000 hommes. Malloum, affolé, rappelle la France en renfort : en mai et juin, le Frolinat est donc battu par Goukouni, chef des FAP (FAN et FAP sont les dernières divisions du Frolinat) ; les FAP ont battu l'armée ; la France a battu les FAP ; dispute entre Toubous et arabes à l'intérieur des FAP ; la Libye soutient les FAP ; la France soutient Malloum ; Malloum s'allie avec Habré et ses FAN, malgré la France, dont Habré est l'épouvantail à cause de Claustre ; le Nigéria soutient les FAO et leur chef Abdel-rahmane, ancien dissident des FAN ; les Saras se révoltent contre la politique du gouvernement ; Habré devient Premier ministre de Malloum ; Goukouni reproche à Kadhafi de ne

soutenir que les arabes dans les FAP ; et dans chacun des partis de cet innommable sac à noeuds, on se dispute, on se guerroie, on se jalouse.

Le 12 février 1979, les FAN prennent N'Djamena, le bourg capital, à la suite d'une grève dans les lycées. Les derniers restes de l'armée régulière battent en retraite vers le sud. Mais en arrivant à son tour dans N'Djamena avec ses Toubous, Goukouni sauve Malloum. Après l'annonce du carriériste Habré qu'il veut transformer le Tchad en République Islamique radicale, les Sudistes perdent la tête : le 6 mars commence un massacre de musulmans ; à la moitié du mois, ils en ont tué 10 000. Le Sud s'organise en autarcie, avec une sorte de gouvernement du Sud et un mini-dictateur, Kamougué, des Comités Civils et des Forces Unifiées (sans rire !). Les FAN attaquent le Sud pour prendre la route du Cameroun et du Nigéria, mais sont repoussées par Kamougué.

En 1979, le Nigéria n'organise pas moins de quatre conférences (Kano I et II, Lagos I et II) pour soi-disant résoudre la guerre au Tchad. Elle seront la même pitrerie, quoique moins sanglante, autour d'une table, que sur le terrain. FAN, FAP, FAT, MPLT, Nigéria, Libye (même le Soudan, si démuné de tout, entretient une armée à l'est du Tchad), tous ces partis trafiquent, mentent, trichent et se prennent très au sérieux. Et si les Français n'en sont pas, c'est parce qu'ils ne sont pas invités. Les plus insupportables, Habré et Goukouni, seront même arrêtés par la police nigérienne. Finalement, après Lagos II, un gouvernement d'union nationale (GUNT) naît sur papier : Goukouni est président, Kamougué vice-président ; la France priée de se retirer n'exaucera la prière qu'à moitié ; et la Force Inter-africaine attendue au Tchad, n'est pas encore arrivée aujourd'hui. Mais de retour au Tchad, chacun rejoint sa bande.

Si les guerres d'Ethiopie sont neuves, c'est en tant que réaction, en tant que contre-offensive : leur vigueur reflète la jeunesse de ce qui les a provoquées. La guerre du Tchad est comme un abcès de la société entre la décolonisation et 1978, qu'on a laissé puruler par insouciance, mais aussi, ensuite, avec cette bizarre jouissance qu'ont certains malades à conserver leur maladie. Cette guerre est une aubaine pour au moins la Libye, le Nigéria, le Soudan et la France, qui y justifient l'existence de leur armée, l'y entretiennent, l'y entraînent. Cette guerre est rentable. Quant aux Tchadiens, hier ils étaient esclaves ou nomades, hors de l'histoire, aujourd'hui ils s'entre-tuent pour tel ou tel ambitieux (et quelle ambition que de gouverner le

Tchad !), quelle différence ? Pourvu qu'ils restent hors de l'histoire ! Ainsi cet abcès a une fonction immunitaire : tant qu'il dure il ne pourra être infligé à la société qui l'entretient aucune blessure iranienne ou nicaraguayenne. La guerre au Tchad est comme le moindre mal qu'ont choisi ces citoyens qui préfèrent geindre sur un lit d'hôpital que de se battre dans les rues de la vie. Mais ces malades ont un effet sur ces batailles : l'écrasant poids de l'immobile. Ainsi le déroulement de la guerre du Tchad est un leurre de mouvement. Dans les renversements perpétuels d'alliances, de situations, dans la multiplication des factions, des armées, où même l'idéologie, discréditée, tombe en désuétude, sans passion, sans haut, sans bas, rien n'importe, rien ne change : la guerre du Tchad est l'immobilité moderne de cette société.

Mais comme de cette immobilité en rotation sur elle-même émerge le caractère punitif des guerres d'Ethiopie, dans les guerres d'Ethiopie apparaissaient, dans le passage de l'une à l'autre, la blessure et l'abcès. Car ces guerres, qu'elles soient ripostes comme en Ethiopie, ou négligence comme au Tchad, profitent à ceux qui les font, quelques Etats et partis étatistes, et nuisent à ceux qui les subissent, le vaste public. C'est lui qui paye les armes, mais qui doit être empêché de les prendre, qui regarde la guerre mais qui doit être empêché de la comprendre. De bataille en négociation, de conférence en coup de force, tout éternise surtout la confusion. Mais le public, flatté comme un souverain et traité comme un imbécile, voit son regard capté, comme par ces néons publicitaires qui s'allument par intermittence, par un conflit dont il a perdu dans son hébètement de spectateur, et les causes et les enchaînements, et la relation avec le monde. Et comme en toutes choses la relation avec le monde c'est lui, les enchaînements deviennent indifférents, et les causes de ces lentes boucheries sont de fermer la marche du monde en l'arrêtant.

4) GUERRE DU SAHARA OCCIDENTAL

Ce qui sépare le Tchad et le Sahara occidental est le désert. Mais c'est aussi ce qui unit la guerre du Tchad à la guerre du Sahara occidental. Ce Sahara occidental est une colonie espagnole, étendue comme la moitié de l'Espagne, mais peuplée autant que Sainte-Lucie ou la Dominique. En 1973, la pénétration de l'idéologie a fait naître jusque entre ces dunes qui frisent l'océan un parti qui a choisi le marxisme comme un acteur consciencieux choisit ses rôle, costume, armement, phraséologie, organisation : le Front pour la Libération du Saquet El Hamwa et Rio de Oro (Polisario). Le 14 novembre 1975, dans le mépris le plus complet de cette prétention arriviste d'Etat, les gredins d'Etat du Maroc et de la Mauritanie, avec la complicité de l'Etat colonial espagnol, où Franco n'est plus maintenu en vie qu'artificiellement, se partagent le territoire par un pacte à Madrid. Entre-temps l'Algérie soutient le Polisario, qui proclame l'indépendance d'une République Arabe Sahraouie Démocratique, le 26 février 1976, dans un petit show pour journalistes, près de Tindouf en Algérie. Ces guerilleros du néant forment un exécutif de 9 et un politburo de 21 membres (dont 3 chargés des organisations de "masse", ouvriers, paysans, femmes, on croit rêver), auxquels s'ajoutent 19 "élus" des "comités de base du peuple", pour former un Conseil National du Peuple. L'Islam est déclaré religion d'Etat de cette parodie stalinienne de démocratie, puisque tout cet Etat sans terre, cet Etat de camp de réfugiés, est confisqué par le Polisario, hiérarchiquement et militairement, dans l'exclusion intégrale de tous les Sahraouis qui ne sont pas dans le camp de réfugiés de Tindouf, donc hors de l'Etat revendiqué. Il ne manque à ces 800 militants que le nombre pour passer de leurs prétentions monstrueuses à une réalité monstrueuse. Lorsque l'Espagne débände ses 3 000 harkis, ils vont au plus offrant, l'Algérie plutôt que le Maroc. En 1977, ce Polisario, avec ces mercenaires et quelques recrutements forcés atteint 10 000 hommes, soit le dixième de la population totale sahraouie.

Commençons par retrancher de cette sinistre affaire la Mauritanie, enfant pauvre du partage de Madrid, enfant pauvre de la guerre. Le faible Etat mauritanien est attaqué sur son sol par le Polisario, et défendu sur son sol par 9 000 soldats marocains. En subissant ainsi le poids du début de la guerre, cet Etat n'est même plus un complice crédible du Maroc, instigateur d'une rapine que la Mauritanie, comme un enfant influençable et un peu idiot, devait

cautionner en acceptant un partage inégal. Plus grave, cette guerre permet de moins en moins à la minorité arabe qui gouverne, de contrôler la majorité noire pas encore dégagée de l'esclavage pré-colonial. C'est pourquoi, le 10 juillet 1978, dans un coup d'Etat non-sanglant, Ould Mohammed Salek remplace Ould Mokhtar Daddah. Après de fastidieuses péripéties, ce nouveau gouvernement mauritanien, par un traité avec le Polisario à Alger en août 1979, arrive finalement à retirer sa patte boursouflée d'une ruche où il y avait plus d'abeilles que de miel.

Voici donc une limpide guerre d'Etat moderne. A ma droite, le royaume capitaliste du Maroc, à ma gauche, la République Socialiste d'Algérie. Le ring est une province neutre et déserte, dont le combat ne déborde que peu, sans danger pour les suivistes, supporters et sponsors des deux camps. Au contraire, ce match met K.O. les premiers, ravit les seconds et enrichit les derniers. Les économistes prétendent que la principale richesse du Sahara (occidental) est le phosphate. Ces gens-là doivent avoir un gant de boxe dans l'oeil : la principale richesse du Sahara est la guerre. Elle bénéficie tant aux Etats marocains et algériens, qu'ils y ont complètement oublié l'exploitation de ce sel précieux. Pour le Maroc "Cette guerre qui n'en finit pas a pourtant des avantages : elle occupe l'armée au loin et diminue les risques de coup d'Etat, hantise de la monarchie depuis 1971. Sous couvert de nationalisme, elle permet de respirer tranquillement..." Elle justifie les arrestations massives lors des grèves sur les campus et dans les mines de phosphate marocain, au printemps 1978. Elle grève 40 % du budget marocain, séquestre l'attention du public de cet Etat et y gonfle comme une baudruche de réclame la popularité du roi Hassan II. Ce petit tyranneau s'est accoutumé à cette drogue, et il est aisé d'affirmer qu'il préfère la guerre à la victoire. La dictature de Boumedienne en Algérie, qui sauve les apparences en mettant en avant le Front de Libération de service, le Polisario, se sert également de la guerre pour absorber et entraîner l'armée qui garantit cette dictature, pour farcir de nationalisme sa propagande interne, pour justifier les déconvenues chroniques de son budget, et pour faire l'autorité morale dans ce spectacle commode car toujours gagnant où l'Etat algérien a le beau rôle : le Maroc, Vautour Noir, et la Mauritanie, Grand Nigaud, sont le tandem de méchants, le Polisario, Petit Poucet, et l'Algérie, l'Ange Blanc, sont les bons, et cette guerre n'est pas le noble sport (que le meilleur gagne !) qu'est la boxe, mais sa populeuse parodie (allez les bons ! à bas les mauvais !), le catch.

Aussi les coups y font-ils toujours plus d'effet dans le public que de ravages dans les troupes. Les raids du Polisario chatouillent en priorité le spectacle : que ce soit l'enlèvement de pêcheurs espagnols, qui rapportera la reconnaissance de la RASD par le parti gouvernemental espagnol (mais pas encore par l'Etat de l'ancienne métropole), ou des "offensives", toujours à la veille d'une réunion de l'ONU, de l'OUA, des "non-alignés", ou le lendemain de la mort de Boumedienne, le 27 décembre 1978, il s'agit toujours de rallier à ces Petits Poucets de nouveaux Etats sympathisants. Entre-temps, les "batailles", où la guérilla apparaît puis disparaît, font déjà entre 500 et 1 000 morts (janvier et mars 1979). Le 3 mars, le roi du Maroc peut donc instituer un Conseil de la Défense marocain, parallèle au gouvernement, chacun de ces deux organismes pouvant paralyser l'autre, pour le plus grand profit de Hassan II. Pour remplacer la Mauritanie sur le ring, la police du roitelet monte une guérilla sahraouie, calque du Polisario, l'Aosario, pour se battre en Algérie sans avoir à déclarer la guerre, et son armée occupe la partie du Sahara abandonnée par le forfait mauritanien. Enfin, depuis octobre 1979, s'est engagée une bataille presque conventionnelle sur le plateau Ouarkziz, qui, à l'ouest de Tindouf, forme un noeud entre l'Algérie, le Maroc et le Sahara occidental.

La cause de la guerre du Sahara est suffisamment fondée dans l'intérêt du royaume du Maroc et de la dictature socialeuse d'Algérie. Mais sa pérennité et son succès dans le monde, qui de 1977 à 1979 font de petits raids des gros, et d'échauffourées occasionnelles de petites batailles, sont fondés hors de ces participants immédiats.

Il n'est pas surprenant de reconnaître en 1978, dans la dispute à la tête des Etats, et entre les Etats eux-mêmes, la forme édulcorée, quoique poursuivie avec des moyens autrement redoutables, de la dispute universitaire de 1968. Le manichéisme idéologique, qui à l'université est une insigne faiblesse et sottise des futurs dirigeants, devient, au gouvernement, la seule chose à laquelle ils croient vraiment. Chaque dispute idéologique, en 1978, n'est ainsi jamais qu'une variante de la dispute de forme entre USA et URSS, d'un libéralisme contre un socialisme, d'un économisme de marchandises contre un économisme d'Etat. Il est visible que, secoués par les saillies de la vraie vie, les vieillards à la tête des pays vieux ne soutiennent plus ces illusions qu'en tant que moyen éprouvé pour conserver leur domination ; mais, hypocrisie ou routine, ces vieux catcheurs soutiennent avec chaleur le même mensonge chez leurs successeurs en

début de carrière. Aussi, la guerre entre Algérie et Maroc, ces deux caricatures des deux moitiés complémentaires de l'idéologie, gauche-droite, Est-Ouest, stalinisme-capitalisme, passionne bien plus que le grand public les différentes organisations d'Etats, comme les Nations Unies, et peut-être plus encore, l'Organisation de l'Unité Africaine, siège de la rivalité entre héros vieillissants de l'Indépendance, et héros universitaires soixante-huitards : cette guerre, en 1978, est à la mode.

Dix ans après 1968, la gauche idéologique est partout en expansion. Non pas que la justesse de ses prémices théoriques centenaires soit vérifiée, au contraire : il semble admis, admissible, que cette vérification, le communisme, sans cesse imminente, ne se fera que bien après nous. Dépouillée du temps, cette idéologie paupériste ne fait plus que la morale, comme la religion déiste avant de se corrompre, et avant que le matérialisme n'en nie quelques superstitions désuètes. La gauche fait le bien, aide les pauvres, est le bien. Le Polisario, ce petit bloc pyramidal, vraiment hostile à l'homme, n'a cure de ne se faire applaudir que par des Etats, puisque l'annexion pure et simple du Maroc est radicalement contraire au sacro-saint "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes". Indépendamment de ce qu'une consultation locale, selon ce droit, ne permettrait même pas aux Sahraouis, du fait des frontières limitrophes, de choisir une autre forme d'organisation commune que l'Etat, le Polisario est une usurpation de cet Etat. La guerre du Sahara, embrigadant les pauvres dans le choix entre un parti qui supprime toute représentation indépendante et un parti qui usurpe toute représentation indépendante, est un archétype des guerres d'Etat. L'image sandiniste du Petit Poucet, rigoureux, pauvre, combatif, croyant, honnête, se battant pour la terre spoliée des siens, avec raison, sérieux et maturité, confine dans ce Police-haro, par sa rigidité dépouillée et intègre et son scoutisme un peu brusque, au prototype d'une police efficace. L'ignoble dictature algérienne, dont ce Front de Libération n'est que l'armée visible, passe pour l'altruiste protecteur d'un opprimé sans défense, quoique brave, ou encore mieux, le voisin pour qui le droit d'hospitalité est sacré, surtout pour un banni, surtout pour un banni si juste. Cette mièvre parodie de héros populaires, étendue à des Etats, ne sera même que légèrement assombrie lorsque l'Etat libyen prétendra étendre sa grande cape galonnée d'expérience tchadienne sur les malheurs du Polisario, en concurrent de l'Etat algérien. Mais les sectaires du Polisario ne sont pas les dilettantes du Frolinat, et Tindouf n'est pas en Libye, mais en Algérie. Quant au roi

du Maroc, ce méchant de série B ne reculera devant aucun effort de guerre de ses sujets pour se maintenir. Et ses alliés sont les repoussoirs du public : cet ami de Sadate reçoit l'aide des Etats-Unis, et va même jusqu'à accueillir sur son sol le Shâh d'Iran, réprouvé par tous les moralistes depuis que les gueux de Téhéran lui ont arraché son auréole.

La pureté de ses clichés idéologiques confère à cette guerre d'Etat son vedettariat éphémère. Mais leur mode cessera et cette guerre continuera. Comme d'anciennes gloires de catch, dont l'heure est passée, mais qui ne savent rien faire d'autre, les responsables de cette guerre entretiendront autour de cet Etat du désert l'éternisation du désert de l'Etat.

5) GUERRES D'AFRIQUE AUSTRALE

Les guerres d'Afrique australe sont comme une revue des guerres d'Ethiopie, du Tchad et du Sahara. Ce sont d'abord des contre-émeutes ; c'est ensuite la déportation de cette guerre officieuse dans les campagnes, où elle devient officielle dans la multiplication des partis étatistes uniformés, qui sauvent l'Etat en le déchirant entre eux ; ce sont enfin les mises en scène les plus contrastées de l'antagonisme prétendu entre socialisme et capitalisme, justifiant l'aveu même de la dictature la plus extrême des deux côtés.

Mais quiconque pense au sud de l'Afrique, pense d'abord au racisme. Comme la religion, dans la conservation du monde, est devenue l'idéologie de rechange à l'économie, ces lieux communs de guerres d'Etat y sont devenus les trompe-l'oeil de rechange du racisme. Lorsque leurs excès font murmurer, le racisme est mis en avant ; lorsque le racisme, à son tour fatigue le spectateur, ce sont ces multiples antagonismes qui sont mis en avant. Ainsi alternent dans un rapport réciproque ces deux variantes du mensonge, attrape-nigauds dont la seule réalité sont les guerres de toute l'Afrique australe, noeuds

multiples qui ne peuvent se comprendre que dans le silence qu'ils engendrent.

La patrie du racisme est l'Etat d'Afrique du Sud. Comme le gouvernement de cet Etat pratique le "développement séparé des races", l'apartheid, les Etats du monde pratiquent le développement séparé des idéologies : la méthode avec laquelle tous les Etats, et il y a unanimité, désapprouvent l'apartheid, est la méthode même de l'apartheid, la discrimination. Au lieu d'attaquer les dirigeants d'Afrique du Sud avec une énergie proportionnelle à leur désapprobation de ce qu'ils appellent un crime contre l'humanité, ce qui serait une guerre très brève et très peu sanglante, tous les Etats du monde interdisent à celui-ci les bancs publics, les mêmes pissotières qu'eux. Le racisme, dont l'apartheid est la forme moderne d'Etat, n'est pas un délire anachronique : il est un principe de la conservation. L'Afrique du Sud n'offre que le spectacle du racisme du monde, concentré sur un territoire.

Comme le racisme sert à conserver ce monde, il importe à ses conservateurs de conserver le racisme. La conservation de l'Etat sud-africain a une fonction d'hygiène idéologique comparable à un hôpital psychiatrique, ou à une grotte de lépreux jadis : parqué à l'écart des mauvaises consciences, ce rebut de la planète sert de cible aux bonnes. Longue vie à une calamité si utile ! La double rangée de guerres qui ceinture l'Afrique du Sud interdit qu'on l'attaque, tout en en simulant la tentative. Ainsi se sont constituées autour de cet Etat des *marches* où s'enlisent des guerres de confusion. A l'ouest, la Namibie, gouvernement blanc contre guérilla de gauche, fait face à l'Angola, gouvernement noir contre guérilla de droite, colonie portugaise récemment indépendante ; à l'est, la Rhodésie, gouvernement blanc contre guérilla de gauche, fait face au Mozambique, gouvernement noir contre guérilla de droite, colonie portugaise récemment indépendante. Ces deux blocs symétriques sont séparés par les anciens Etats dits de la "ligne de front" (contre l'Afrique du Sud) : le Botswana, qui n'est qu'un pâturage, la Zambie, dont le dictateur Kenneth Kaunda est le principal éducateur et policier des multiples guérillas de la région, et, se faisant face plus au nord, la Tanzanie, dictature de gauche de Nyerere, et le Zaïre, dictature de droite de Mobutu. Ainsi, alors que droite est généralement identifiée à raciste, blanc, oppresseur, et gauche à anti-raciste, noir et libérateur, les duels libérateurs-oppresseurs, noirs-blancs, anti-colonialistes-colonialistes, gauche-droite, peuvent se substituer

sans que les informateurs aient besoin de réexpliquer qui sont les bons, qui sont les mauvais, aux duels anti-racistes-racistes, et inversement.

a) Situation de l'Afrique du Sud avant 1978

L'Afrique du Sud est le seul Etat d'Afrique australe sur le sol duquel il n'y a pas de guerre officielle.

Mais la racine de ces guerres est apparue le 16 juin 1976, dans la banlieue principale de la ville principale de cet Etat principal de la région. Je ne reviendrai pas sur les suites de l'insurrection de Soweto, que l'ennemi a fini par épuiser, 16 mois plus tard, dans les pleurnicheries du laborieux spectacle Biko. Depuis, le gouvernement sud-africain est comme une dent qui bouge, et quoique momentanément elle ne fait plus souffrir, elle est bel et bien déchaussée à tout jamais. Semblable au Shâh d'Iran débordé par l'avalanche, le gouvernement des Botha a perdu toute sérénité : oscillant brusquement entre une dureté suicidaire parce qu'exagérée et une clémence méprisée parce qu'affectée, il révèle dans des accès de franchise panique le caractère non-racial des émeutes, qu'il dément aussitôt par des lois réorganisant l'apartheid. Car l'apartheid, auquel le monde l'a condamné, est efficace à la manière d'une matraque de bobby : quand les esprits sont soumis, sont Biko, c'est un excellent garant de l'autorité ; mais quand les consciences se réveillent, se Sowetoent, c'est une entrave impuissante, grotesque, qui excite même les fureurs de la vengeance.

Si les conséquences des émeutes d'Afrique du Sud n'ont pas passé les frontières de cet Etat, c'est parce que toutes ces frontières sont fermées par des guerres officielles, et que les pauvres modernes des pays limitrophes y ont été décervelés ou massacrés. Le gouvernement d'Afrique du Sud entretient toutes ces guerres, mais y a perdu quelque peu de sa tranquillité depuis qu'il sent dans son dos le souffle froid d'un revenant, d'un esprit, menace venue on ne sait d'où ! Aussi, si ce gouvernement n'a pu convaincre les mercenaires qui combattent dans ses marches que sa propre maison est hantée, c'est parce que ces petites brutes militaires ne peuvent pas concevoir qu'on ne se bat ni contre un gouvernement, ni contre une idéologie, ni contre une police, mais contre tout gouvernement, contre toute idéologie,

contre toute police. Ces matérialistes ne croient pas aux fantômes. Eux-mêmes n'ont pas remarqué que depuis Soweto ils gravitent tous autour de cette banlieue, et qu'à partir du 16 juin 1976, leurs provinces, qu'ils croient indépendantes, se sont officiellement agglomérées, par leurs guerres de diversion, en Afrique australe.

b) Conséquences de l'insurrection de Lisbonne au Mozambique

D'autres émeutes, moins bien centrées, mais antérieures à celles des villes d'Afrique du Sud, avaient déjà nécessité les premières contre-offensives, et l'inclusion des colonies portugaises affranchies dans la région spécialisée du racisme, sous forme de guerres civiles officielles.

Au Mozambique, en avril 1974, un Frelimo attaquait déjà partout tout ce qui était portugais ; le mois précédent, la décision d'envoyer 10 000 soldats supplémentaires aux 60 000 déjà harcelés dans cette lointaine colonie bordée par l'océan Indien fut vraisemblablement un des prétextes déterminant le putsch militaire du 25 avril en métropole. Samora Machel, le chef absolu du Frelimo, l'une des pires crapules d'un continent qui de Mengistu à Amin Dada s'en est pourtant montré prodigue, rejette l'idée du Colonel Spínola d'un référendum sur l'indépendance : "You can't ask a slave if he wants to be free, particularly if the slave happens to be in full revolt." Soit dit en passant, un esclave en pleine révolte n'est plus un esclave, comme le prouvent allègrement à Spínola et Machel les pauvres du Mozambique. Car si c'est des colonies que provient l'allumette du putsch de Lisbonne, le grand incendie de l'insurrection portugaise les embrase alors en retour, directement, sans consulter ni les chefs portugais, ni les chefs mozambicains ; à Beira, à Lourenço Marques, comme à Lisbonne, les grèves éclatent soudain ; à Nampula, les paysans s'insurgent et incendient les plantations de coton, ailleurs ils occupent les terres ; et les soldats portugais se divisent entre ceux qui rejoignent les staliniens du Frelimo, et ceux qui désertent.

Face à cette épidémie de catastrophes, le nouveau gouvernement portugais essaye de se défaire du nain jaune. Le 5 septembre 1974 à Lusaka, Mario Soares offre à Machel responsabilité et gouvernement, bien convaincus tous deux qu'il ne faut en effet consulter personne d'autre, surtout pas ces Mozambicains qui sont en train de donner leur

avis si librement. Comme Samora Jekyll Ebert accepte goulûment de recevoir le nouvel Etat des mains déjà sales du prince de Bade portugais, les derniers colons, rêvant encore d'hier, se réveillent brusquement à côté de leur lit en reconnaissant Machel Hyde Noske : le 7 septembre, la jeunesse dorée des exploiters portugais (au nombre de 500) envahit et ravage le centre de Lourenço Marques, et libère les agents de la PIDE emprisonnés. Jusqu'au 10, personne n'ose les contrer : "The uprising collapsed on September 10th when the white rebels agreed to hand over the radio station because of "serious troubles starting in the suburbs of the capital" Radio Free Mozambique broadcast said." L'insurrection des banlieues, pillage en main, menace même le nouveau chien de garde, le Frelimo. Le 13, son adversaire devenu son mentor, l'Etat portugais, se partage la répression avec cette guérilla : chacun matera les "siens", le MFA le centre-ville, qui à vrai dire est pacifié, et le Frelimo les banlieues. Le soir du 13 on annonce 60 morts. Je ne vois pas pourquoi le Frelimo, qui se savait dans l'immunité militaire et publicitaire, aurait avoué plus que l'étendue indissimulable du carnage des banlieues, d'autant plus que l'après-midi, un nombre officiel bien supérieur aurait d'abord filtré. Le 20 septembre, Machel insiste : "At this stage of the life of our country, there is no more room for strikes." Deux nouvelles émeutes en octobre dans la capitale sont chiffrées respectivement à 41 et 44 morts. Coupés prématurément de ceux de Lisbonne, battus et saignés dans un silence complice entre les dictateurs d'hier et de demain, les gueux du Mozambique désoleront pourtant encore longtemps la tranquillité de leurs ennemis.

L'accord de Lusaka prévoit un gouvernement transitoire jusqu'en mai 1975. Machel, désigné président pour après l'indépendance, reste hors du pays pendant cette période. 280 000 Portugais s'en vont. Les nationalisations excluent toute participation ouvrière ; des administrateurs sont nommés à la tête des entreprises. Le 25 juin 1975, l'indépendance est proclamée. En février 1976, la capitale Lourenço Marques est débaptisée en Maputo. Parallèlement se poursuit la contre-offensive pour anéantir la contagion de l'insurrection portugaise au Mozambique : "Though Frelimo was successfull, by and large, in halting the massive strike-wave that swept Mozambique after the April 1974 Lisbon coup ...", "On September 25, 1975, Machel complained that in a bid to hinder the realisation of the people's aspirations, the enemy resorted to disorganising production by instigating disinterest in the work and, when possible, even by paralysing work through counter-revolutionary strikes." Deux

semaines après la formation de la néo-PIDE, la SNASP, les 30 et 31 octobre 1975, 3 000 personnes sont arrêtées, dont la plupart sont envoyées dans les Centros de Descolonização Mental, pour "ré-éducation". L'armée (FPLM) murmure qu'elle n'a pas eu sa part de butin. Machel sermonne les soldats, exigeant qu'ils étudient 12 heures par semaine le programme du parti et s'engagent dans des séances d'auto-critique : descolonização mental volontaire. Après ce meeting, le 13 décembre, plusieurs centaines de soldats sont arrêtés : descolonização mental forcée. Le 17 décembre, trois semaines après Tancos, 400 mutins marchent, soi-disant, sur Maputo, et sont battus le lendemain par les loyalistes. Les premières purges commencent. Apparaissent les grupos dinamizadores, dirigés par des chefs nommés par le parti pour fliquer, idéologiser, moucharder jusque dans les circulos (cellules) du parti. Mais la résistance est tenace. Le 13 octobre 1976, au lieu de se réjouir que la jonction entre les banlieues de Maputo et de Johannesburg n'a pas eu lieu, Machel a encore de quoi se plaindre : "There are workers who are still trying to resolve their problems in the way that they learned at the time of the provisional government, at the time of the so-called workers' commissions. These workers are staging silent strikes. They are deliberately causing a fall in production" : les camps de concentration de Inhassane et Dondo reçoivent de nouveaux pensionnaires.

Le Mozambique de Machel, encore plus inique, arbitraire, féroce et borné que la Roumanie de Ceaucescu, est encore plus apprécié par toutes sortes d'Etats, que ce favori des pays de l'Est dont la liberté et l'indépendance sont si absurdement vantées. Appréciez l'universalité idéologique des Etats qui se prévalent d'aider officiellement ce camp africain de décervelage orwellien : URSS, USA, Chine, Royaume-Uni, Cuba, Corée du Nord et surtout Etats scandinaves, qui font là l'essentiel de leurs bonnes oeuvres, comme des vieilles puritaines anglaises d'il y a cent ans, aveuglées de fatuité et de morale.

De longues années de guérilla ont appris au Frelimo les règles du jeu en Afrique australe : la guérilla lèche les bottes, l'Etat ami lui donne la cravache. Ainsi, fier d'être enfin pair de ses aînés Kaunda et Nyerere, dont il a tant subi et qu'il a tant léchés, Machel, qui aime bien châtier bien, cravache-t-il, sans ménagement, la ZANU zimbabwéenne dont il était pair hier. Ainsi, ce régime, qu'on dit pro-chinois pour dire d'extrême-gauche, et qui est en effet stalinien extrémiste, est-il sincèrement fâché de devoir se conformer à une résolution de l'ONU

qui l'oblige à fermer sa frontière au si lucratif transit des marchandises de l'Etat d'extrême-droite de Rhodésie, vers son port de Beira. Mais c'est avec l'Afrique du Sud qu'il entretient les meilleurs rapports de voisinage. Là, Machel ne se lasse pas de lécher les Botha. L'Afrique du Sud entretient au Mozambique une guérilla de droite, merci, cela justifie que le Mozambique se transforme en caserne, cela justifie toutes les descolonizaçaos mentales, cela justifie toutes les aides scandinaves. L'Afrique du Sud remplace partiellement la chute des exportations rhodésiennes du port de Beira, en augmentant ses exportations par le port de Maputo, Machel touche sa commission. L'Afrique du Sud construit un barrage au Mozambique qui lui en vend toute l'électricité, Machel touche sa commission. Enfin, l'Afrique du Sud fait travailler dans ses mines jusqu'à 100 000 esclaves mozambicains, Machel, Tamango moderne, touche sa part d'aide d'apartheid.

En août 1977, après les purges du parti de 75, 76, mars et juillet 77, Dos Santos, le bras droit de Samora Machette, demandera à sa police de poursuivre ses patrouilles dans les zones ennemies : "The grupos dinamizadores will remain. They are the mass organisations in the suburbs."

c) Conséquences de l'insurrection de Lisbonne en Angola

En avril 1974, la situation en Angola est tout à fait comparable à celle au Mozambique, sauf qu'au lieu d'une seule guérilla, il y en a trois : le MPLA d'Agostinho Neto est le plus urbain, et le plus stalinien parce qu'il se bat avec des armes russes ; au nord et dans l'est, le FLNA de Holden Roberto dépend des revirements brusques de Mobutu, dictateur du Zaïre, son fournisseur et protecteur ; quant à l'UNITA de Jonas Savimbi, au sud, géographiquement prisonnière de sa majorité tribale ovimbundue, soutenue un moment par la Chine, ses activités sont très au ralenti quand la tempête portugaise vient surprendre tous ces petits professionnels du maquis en train de pêcher au milieu de l'étang angolais.

Le 21 juillet 1974, après 6 jours d'émeute à Luanda, le nombre officiel affiche 43 morts et le MPLA, 200. "The government had said that most of the clashes involved both black and white civilians." Les lecteurs intoxiqués par la propagande officielle comprennent ici que le

racisme est à l'ordre du jour, que les blancs se battent contre les noirs ; les autres y voient la confirmation que les gueux de Luanda ont aboli les différences de couleur dans leur combat pour lisbonner leur ville. "The military said that the people wounded in Luanda suburbs on July 21st were mostly armed looters resisting arrest." Mesurez la puissance médiatrice des Etats : à Lourenço Marques et à Luanda, dont la communication passe par Lisbonne, à plusieurs milliers de kilomètres de l'une et de l'autre, il se passe la même chose, et c'est un reflet de ce qui se passe là où leur communication est médiatisée. Et cette forte similitude devient visible au moment où l'on rompt ce lien indirect. Jugez par là de l'uniformité immense que l'Etat fait peser sur les citoyens hors de la visibilité de l'histoire. Et d'ailleurs, si le gouvernement portugais se hâte de rendre ses ultimes colonies à l'indépendance, c'est aussi pour interrompre l'influence devenue négative et critique que son canal véhicule malgré lui.

Moins d'une semaine après, MPLA et FLNA, les deux principales guérillas, se réunissent en catastrophe au Zaïre, pour former un front commun. Mais, début août, de nouveaux combats "radicaux" dans Luanda, font 29 morts en une semaine (plus de 100 selon le FLNA). Comme à Lourenço Marques, après la conférence de Lusaka, l'écho du putsch raté à Lisbonne le 28 septembre, va provoquer un putsch raté à Luanda, le 27 octobre. Puis le 11 novembre, sous prétexte que l'UNITA veut ouvrir une permanence dans la capitale, des festivités, qui oublient ce prétexte, font 50 morts. "The clashes were linked with robberies, arson and looting, especially in the African areas of the city." Les contemporains de ces gueux se font du pillage l'idée du désordre dont quelques uns profitent pour s'enrichir indûment. C'est l'image d'Epinal des pillages des siècles passés. Aujourd'hui, ceux qui pillent ne s'enrichissent pas. Quiconque ne voit pas les sporadiques pillages urbains contemporains comme comptable qui chiffre les dégâts ou comme moraliste qui déplore ce qu'il craint, verra beaucoup plus de marchandises détruites que conservées ; qu'il ne s'agit qu'exceptionnellement de choses nécessaires ; et que le commerce subséquent en est infime. L'essence de l'objet pillé, être marchandise, en se transformant a transformé le pillage. De rapine, le pillage est devenu au siècle de la marchandise crime de lèse-majesté. Le pillage est devenu un viol qu'on commet contre l'autorité, où l'humiliation, la preuve de l'infériorité de la marchandise au pilleur prime la jouissance de la propriété ainsi acquise. Le principal détournement de toutes les émeutes de ce temps est

cette vengeance de la subjectivité des pauvres modernes qui outragent la richesse objective.

En novembre 1974, comme au Mozambique, les trois organisations propriétaires de l'Etat en puissance s'accordent avec les propriétaires de l'Etat portugais pour "appeler au calme" ; et jusqu'en janvier suivant ne se sentent pas trop nombreux pour gouverner tous ensemble. Et la meilleure façon de gouverner, quand on sait surtout faire la guérilla, c'est la guerre, la situation d'exception permanente, l'ingouvernabilité institutionnalisée. Les Etats-Unis commencent à miser sur le FLNA, l'URSS redouble son aide au MPLA, l'UNITA s'acoquine avec l'Afrique du Sud. Les contributions forcées de ces Etats, les divisions violentes et soudaines des guérillas, brossent en couleurs criardes une gouache grossière de disputes idéologiques derrière laquelle les insurrections de Luanda font décor ou disparaissent dans l'oubli. Pour accentuer l'impression d'intensité, une échéance est fixée à cette contre-offensive, le temps presse : le 11 novembre, date prévue pour l'indépendance, un seul des trois guérilleux gladiateurs devra rester debout. En octobre 1975, à la veille de Tancos ("all this world is like this town called Lisboa"), la guerre civile d'Etat, cette contre-offensive, atteint son apogée : le MPLA, puissamment encadré par des Cubains qui suscitent les oh et les ah de la galerie, bat le FLNA, dont les débris se retirent au Zaïre. Puis, une offensive de l'armée sud-africaine, qui pousse devant soi l'UNITA, est bloquée par l'armée stalinienne sous Luanda. L'Etat spécialisé dans le racisme se plaint amèrement que son allié, les USA, ne l'ait pas soutenu sur le terrain. Il ne faut pas trop en demander : d'un côté, l'Etat sud-africain accepte le rôle de raciste universel, haï et vilipendé, qui lui rapporte tant, de l'autre il voudrait qu'on le traite en ami ! Pour les USA, encore plus que Cuba pour l'URSS, l'Afrique du Sud est l'exécutant de basses besognes, qu'on serait gêné de saluer devant tout le monde. D'ailleurs, en novembre 1975, le danger des rues de Luanda, qui avait exigé tout ce martial remue-ménage, semble conjuré. L'armée sud-africaine n'a plus qu'à se retirer, déçue, en Namibie ; le MPLA occupe toutes les villes. L'OUA reconnaît sa République Populaire d'Angola.

Mais les USA, qui n'ont pas osé forcer leur victoire, ne recon-naissent pas non plus cette victoire du concurrent. Cette hésitation n'est que la somme des résistances à achever cette guerre lucrative comme celle d'Erythrée, du Tchad et du Sahara, viable. Car les autres partis engagés, y compris leurs pions angolais, ont intérêt à

un faux problème angolais, qui fasse rempart de son corps au faux problème sud-africain.

Le détail des meurtrières opérations qui suivirent ne mérite pas la postérité, pas davantage que celui des fréquentes et également meurtrières purges dans le MPLA dominant, des dissensions entre toutes ces guérillas et leurs protecteurs, et des grands et hauts cris des deux camps idéologiques spectaculaires au sujet de l'armement et de la menace de l'autre camp, de ses injustices allant jusqu'à l'atrocité. En un mot, rien n'a été négligé pour ensevelir le débat portuguese, et pour faire de l'Angola un bastion du silence, par le mensonge et le sang.

d) "Ligne de front"

L'Etat portugais colonisateur passait pour largement favorable à l'apartheid. Mais ne suçant du Mozambique et de l'Angola que le jus, et encore pas en entier, il devint économique de le chasser pour exploiter aussi les pépins, la membrane et la peau, et sortir ces contrées d'un assoupissement indigne de ce qu'était devenu l'esprit objectif, quitte à commencer par en faire une bouillie. Devenues "démocraties populaires", ces anciennes colonies changèrent de camp sur les "échiquiers" politico-géostratégiques : avant-postes d'extrême-droite de l'apartheid, ils devinrent les ailes d'extrême-gauche de la "ligne de front".

Les principaux animateurs de cette pompeuse ligue d'Etats opposés au "pouvoir blanc", Kaunda le Zambien et Nyerere le Tanzanien, ont couvert le reste de leurs carrières par ce militantisme fort applaudi. Aussi furent-ils fort satisfaits de laisser croire que la fin du colonialisme portugais était une victoire de leur persévérance, mais fort inquiets de ces nouvelles recrues inattendues, concurrentes sur leur créneau. La Tanzanie, par exemple, n'avait soudain plus de frontière commune avec un Etat gouverné par des "blancs" ; elle n'en demeura pas moins dans la "ligne de front". Ces deux autocrates, qui depuis l'indépendance ont transformé leurs Etats respectifs en asiles de guérillas et de conférences, activités dont le spectacle interdit toutes autres préoccupations à leurs administrés, avaient le plus grand intérêt à ce que les guerres ne cessent pas dans les anciennes colonies portugaises. Leur trouble aux offensives et contre-offensives de Lourenço Marques et Luanda, qui ne les menaçaient pas qu'en leur

volant la vedette, se manifesta par un imperceptible ballet diplomatique, rejoignant en 1975 le goût de la négociation spectaculaire du ministre américain Kissinger. Cette série de conférences et de tournées, baptisée "détente", fut tout sauf une détente pour les chefs guerilleros, soudain harcelés, arrêtés, parfois assassinés par ces Etats protecteurs. Mais la "détente" ne dura pas. Avant Soweto déjà, depuis l'institutionnalisation de la guerre d'Etat en Angola, le changement de président aux Etats-Unis, et l'attitude respectueuse de Machel à leur égard, même après l'anéantissement des gueux du Mozambique, Kaunda et Nyerere avaient compris que la guerre par guérillas interposées, continuerait d'être le meilleur garant de leur autorité, à condition, toutefois, qu'ils radicalisent suffisamment leur rhétorique socialeuse.

Enfin voici l'illustration de la réussite du faux problème d'Afrique australe. Le 11 septembre 1978 eut lieu à Gaborone, capitale du Botswana, la seule émeute conservatrice de notre époque. Le Botswana est un énorme no man's land, quasi désertique, entre Rhodésie, Afrique du Sud et Namibie. La population de sa capitale ne dépasse pas 20 000 habitants. C'est donc une émeute étudiante certifiée qui exigea de relâcher un soldat qui, dans un poste de police, venait de tuer trois touristes, un Britannique et deux Sud-africains. Ce n'est malheureusement pas leur assassinat en tant que touristes, mais en raison de leur nationalité et de la couleur de leur peau, que soutenaient ces manifestants. Quelque injure qu'aient commis ces trois individus, aucun révolté moderne n'aurait agréé une vengeance en uniforme et dans une prison d'Etat. Le caractère extrêmement rétrograde de ce soutien à une exaction des forces de l'ordre est souligné caricaturalement par le soutien du syndicat du Botswana aux étudiants, suivi, le 13 novembre, de l'acquittement de l'accusé. Quelle victoire des metteurs en scène d'Afrique australe sur le temps, lorsque la rue soutient l'arbitraire de l'Etat, le nationalisme et le racisme !

e) Marche de Namibie

Depuis 1920, l'Afrique du Sud est mandatée par la SDN pour administrer la Namibie, ancienne colonie allemande. Lorsque l'ONU voudra retirer son mandat à cet Etat, celui-ci lui dénie ce droit appartenant à la SDN qui n'existe plus. Les Etats ont toléré bien au-delà de cette pantalonade juridique : l'Afrique du Sud peut ainsi introduire en Namibie la loi du pass qui limite les déplacements des noirs, une loi draconienne sur le travail qui les enchaîne à leurs patrons, la loi sur le terrorisme qui présume coupable les suspects, et la création des homelands (chaque principale tribu, en Namibie comme en Afrique du Sud, se voit assignée un homeland, sans ville, généralement inculte, parfois découpé en plusieurs enclaves, où sont peu à peu déportés tous ses membres ; chacun de ces homelands ou bantoustans est promu Etat indépendant ; cette utilisation maximale de la frontière d'Etat comme prison n'est encore reconnue que par celui d'Afrique du Sud). Ce corridor d'un million d'habitants est réduit à une cinquième province de son Etat administrateur, qui abuse du tribalisme, vivace comme dans toute l'Afrique, comme arme de division. Ainsi, par exemple, pour en détourner les autres ethnies, la guérilla marxiste locale, la SWAPO, qui est issue d'une organisation de l'ethnie majoritaire Owambo, y est systématiquement amalgamée par la propagande gouvernementale.

Le 1er septembre 1975, aussitôt après la retraite de l'armée sud-africaine d'Angola, qui lui a permis d'y détruire au passage les bases arrières de la SWAPO, s'ouvre dans la capitale Windhoek la conférence de la Turnhalle. Puisque l'ONU ne cesse d'exiger une solution au "problème" de la Namibie, l'Afrique du Sud, pour qu'il n'y en ait pas, en propose une, conforme à ses lois. Une telle solution, qui commence par exclure comme terroriste la SWAPO, favorite de tous les Etats de la région, ne pourra évidemment jamais être acceptée dans le monde. Aussi lorsque les collabos namibiens, sous la présidence de Dirk Mudge, quittent la Turnhalle un an plus tard en fixant l'indépendance au 31 décembre 1978, cette solution interne sera rejetée par tout ce qui lui est externe, à commencer par la SWAPO. La misère de cette guérilla, constamment soumise aux contradictions de ses protecteurs, se vérifie justement : la Zambie soutient l'UNITA ; la moitié de la SWAPO réfugiée au sud de l'Angola et en Zambie soutient donc l'UNITA ; mais l'autre moitié, opérant en Namibie, attaque l'UNITA, puisqu'elle est devenue la brouette angolaise de

l'Afrique du Sud ; d'où grande fureur de Kaunda, une douzaine de chefs de la SWAPO sont arrêtés en Zambie et déportés en Tanzanie.

Voici un autre exemple de l'usage des guérillas par leurs Etats protecteurs. Si le MPLA et les 30 000 Cubains qui l'encadraient avaient fort à faire contre l'UNITA et l'Afrique du Sud, vite repliés derrière la frontière namibienne, ils étaient également harcelés au nord par le FLNA, qui se repliait au Zaïre. Le MPLA, devenu gouvernement angolais de droit plutôt que de fait, hébergeait un FLNC qui avait déjà accompli un raid d'avertissement au Zaïre en 1977. Le 11 mai 1978, ce FLNC, scission d'une scission des Katangais de Lumumba vaincus en 1960, prend la ville de Kolwezi où sont pourtant stationnés 9 000 soldats d'élite zaïrois, passablement démoralisés, semble-t-il, par des retards de paye. Le 19 mai, les 400 premiers parachutistes français atterrissent à Kolwezi, et 1 000 de leurs collègues belges à Kamina, à 150 kilomètres au nord, soi-disant sur demande du Zaïre, soi-disant pour protéger les 3 000 cadres blancs de la région cuprifère de Kolwezi. Dans ce remake de Tintin au Congo, les Français jouent la troupe de choc, les Belges la fermeté qui veut négocier. Les Belges reprochent aux Français d'avoir attaqué sans scrupules (de les avoir doublés), les Français aux Belges d'avoir rendus sanguinaires par leurs atermoiements les Katangais (d'avoir fait obstruction). En effet, lorsque la ville est définitivement reprise le 22 mai (300 guerilleros tués), il y a également entre 70 et 130 blancs morts, sauvagement torturés, dit-on, à partir du moment où les parachutistes français ont attaqué. Le ministre belge des Affaires étrangères exulte : ah, vous voyez, il fallait négocier. Ulcéré qu'on puisse vouloir négocier avec de pareils individus, Mobutu-la-vertu lui rétorque que ce ministre a laissé traîner 24 heures l'appel au secours, d'où le massacre. Le Belge, piqué, lui répond que son but est de sauver les blancs, pas Mobutu et son régime, comme la France. Voilà dans le feu de la polémique une bien candide confession raciste ! L'Etat français, d'ailleurs, tenait également bien plus à passer pour protecteur d'ingénieurs et techniciens européens, que du gros dictateur zaïrois et de ses populations. Ce parachutage n'avait pour but, dans l'un et l'autre Etat européen, que de prouver la validité de leur armée professionnelle, et de flatter ce que le public a de réaction-naire, de nationaliste, de nostalgique d'une grandeur militaire liée à l'empire colonial ; d'où la jalouse prise de bec après l'engagement : l'affaire était trop minuscule pour en partager sans ridicule la publicité. Le 23 mai, des centaines de rebelles du FLNC rentrent en Angola, via la Zambie. Malgré les supplications de Mobutu, atterré par l'inexistence

de son armée (dès qu'il ne s'agit plus de châtier des enfants centrafricains), le gouvernement français estime plus impopulaire ou coûteux de poursuivre son occupation armée au-delà du 28 mai. Des centaines de blancs désertent cette région du Shaba, où la production de cuivre tombe à 20 % . La même année, le 19 août, un accord Angola-Zaïre est signé au terme de la visite de Neto à Kinshasa ; le 15 octobre, Mobutu rend la politesse à Luanda ; en décembre, Gizenga, ex-numéro 2 de Lumumba, est arrêté en Angola ; du FLNA, on n'entendra plus parler que comme groupuscule, depuis que, le même mois, cinq de ses chefs acceptent une amnistie proposée par Neto.

Les guerres de Namibie et d'Angola sont devenues une et même chose, où le MPLA n'est pas assez fort pour pénétrer en Namibie autrement que déguisé en SWAPO, et l'Afrique du Sud n'est pas assez soutenue pour se maintenir en Angola sans son travestissement d'UNITA. Les 4 et 5 mai 1978, un raid sud-africain en Angola, pour prendre à revers la SWAPO (c'est toujours le prétexte), fait entre 500 et 1 000 morts ; le 22 octobre, le MPLA attaque l'UNITA, décrète la mobilisation générale le 7 décembre, et l'accompagne de deux bombes à Huambo (41 morts) : c'est toujours au parti auquel ils profitent qu'il faut attribuer ces attentats ; une purge aussi incompréhensible qu'indifférente, dans le MPLA, fait passer à la trappe de la lutte contre la "petite bourgeoisie" un Premier ministre ; en Namibie, pendant les élections qui doivent sanc-tifier l'indépendance, deux bombes permettent à l'armée d'occupation d'arrêter plusieurs chefs de la SWAPO : le parti collabo, de la Turnhalle, recueille 80 % des voix ; dans l'ONU, les principaux Etats occidentaux se joignent aux alliés directs de la guérilla dans la non-reconnaissance de cette indépendance ; en Namibie, la guerre aurait fait 1 000 morts en 1978, dont 300 guerilleros et 300 Sud-africains.

Cette guerre d'attentats, de raids et d'expéditions punitives ignore les batailles et ses propres buts. En 1979, elle s'installe dans l'habitude, dans la durée. Un spectacle inhabituel pourtant y commence : des guerilleros de droite y combattent des gouvernements de gauche, moins visiblement encore au Mozambique qu'en Angola. En 1978, guérilla passe encore pour de gauche, pour moralement bon. En Angola, guérilla et de gauche se sont scindés. Il devient visible que deux guérillas sont identiques, que l'idéologie qu'elles proclament soit de droite ou de gauche ; et par conséquent, l'Etat qu'elles combattent et qu'elles dénoncent serait également identique, qu'il soit de droite ou de gauche. J'emploie ici le conditionnel, parce que pour la plupart des

pauvres intoxiqués par cette dualité, la même évidence est plus difficile à admettre pour des Etats que pour des guérillas. Mais après l'exemple de l'Ethiopie, passé inaperçu, la guerre d'Angola est la première brèche publique dans l'angélisme moral de gauche, sans pour autant relever celui de droite. Cette usure du manichéisme politique commence à déprimer ceux qui n'ont pas d'autres horizons, et aplanit d'étranges perspectives à ceux qui s'en réjouissent.

f) Marche de Rhodésie

Pourquoi la guerre de Rhodésie a nettement éclipsé celles de Namibie et d'Angola en 1978 et 1979 n'est pas évident. Elle n'a pas eu plus d'influence sur le monde, sur l'Afrique ou sur l'Afrique australe. Elle est aussi indissociable et autant dissociée des deux autres que les deux autres entre elles ; elle ne met pas en dispute davantage de pensée consciente essentielle à tous les hommes, ni moins de clichés idéologiques. Elle n'est pas même plus meurtrière ou plus coûteuse. Sa distinction gît plutôt dans le mécanisme si complexe et mal connu de la publicité, qui non seulement peut vertigineusement s'augmenter elle-même, mais augmente la réalité de ce qu'elle réverbère par sa propre réverbération. Dans l'étang d'Afrique australe, les vagues de Rhodésie paraissent ainsi provenir d'une grenouille qui veut se faire aussi grosse qu'un boeuf, qui grossit, grossit, grossit et à la fin, éclate.

La Rhodésie, plus rurale qu'urbaine, est gouvernée par des colonisateurs qui provoquent des anti-colonisateurs, des blancs qui provoquent des noirs, une droite militarisée qui provoque une résistance de guérilla de gauche : réforme agraire, colonialisme, racisme et spectacle droite-gauche parasitent l'ambiance avec tant de vigueur, que la tornade objective qui emporte et fascine les pauvres du monde de Soweto, n'est pas encore infiltrée en Rhodésie.

Après que la Rhodésie du Nord soit devenue la Zambie, le 11 novembre 1965, Ian Smith, à la tête d'un gouvernement de grands propriétaires terriens, blancs, de droite, proclame l'indépendance unilatérale du reste de la Rhodésie. Parmi toutes les colonies britanniques, il n'a existé qu'une seule proclamation d'indépendance unilatérale, c'est-à-dire sans l'accord du gouvernement de la métropole, mais c'est un précédent qui fait autorité puisqu'il s'agit de

celle des Etats-Unis d'Amérique en 1776. C'était alors l'exemple même du triomphe de la liberté contre l'oppression, et c'est non sans malice que le gouvernement Smith, qui passe dans le moralisme politique dominant pour le conservateur de l'oppression, embarrasse le Royaume-Uni et les Etats-Unis de cette comparaison.

Cet imbroglio juridique paralysant découpe comme sur un mur blanc les chefs de l'opposition noire : le rusé N'Komo, ex-prédicateur méthodiste, qui avait fondé la Zimbabwe African People Union dès 1961 ; l'emporté révérend Sithole, fondateur de la ZANU en 1963 ; l'évêque Muzorewa, doux et sot, qui réunit toutes les oppositions sous le nom mythique et sage d'ANC en 1974 ; enfin, Mugabe, catholique prati-quant et marxiste de service, autoritaire et prudent. Tous ces hommes (Smith est un "héros" de la Royal Air Force en 39-45) de la génération de 1945, ont entre 40 et 50 ans au moment du coup de force du Front Rhodésien de Smith. Ils passent les dix années qui suivent à négocier, à s'aigrir. L'infime guérilla s'étoffe dans l'ombre des explosions de Lourenço Marques et Luanda, puis de la constitution de contre-offensives guérilleuses dans ces colonies portugaises. En Rhodésie, la politique de "détente" est une revue d'effectifs. Puis, pour éclipser l'inattendu feu d'artifice de Soweto, les éclairagistes officiels redoublent leurs projecteurs sur les menées semi-obscurres des héritiers de l'aventurier Cecil Rhodes.

Mais la lumière de ces informateurs attire les fournisseurs d'armes, les mercenaires, les idéologues. Que de négociations stériles, où les exigences de partis de plus en plus nombreux sont de plus en plus élevées ! Que de trahisons, de putschs à l'intérieur des guérillas, d'arrestations par leurs Etats protecteurs, d'assassinats, de gratuites, de coûteuses, de petites, de minuscules infamies ! Que de bousculades d'arrivistes, de rhétorique pathétique, de vibrato, d'écho, de wah-wah ! Comme si elle avait brûlé la terre, la guerre de Rhodésie contamine, par les archaïsmes qu'elle célèbre, le sang neuf de Rhodésie, d'Afrique australe, d'Afrique et du monde. Pour supprimer durablement les gueux dans un Etat, il faut alterner à grand rythme l'usage du faux problème et des fusils, comme en Rhodésie. Même si dans la sueur de cette gymnastique se perd finalement la conscience de ne mener qu'une guerre préventive : pour éliminer le parti de la conscience, il faut éliminer sa propre conscience de ce parti. La guerre de Rhodésie ne mettait en cause que l'Empire britannique, le Commonwealth, le passé. Sur le terrain du passé, chaque objet qu'on couche en joue sans

tirer, est grandi. Lorsque la Rhodésie est devenue Zimbabwe, l'empire du passé, restauré, avait conquis une province du futur.

En 1977, insensiblement, la Rhodésie est devenue le carrefour des guerres d'Afrique australe. Et même si cette prodigieuse diversion est un des wagons de queue de l'époque, s'y réfléchissent, dans les virages, les voitures de tête : "on observe la naissance récente d'une criminalité urbaine. Depuis un an des vols à main armée sont perpétrés dans les quartiers résidentiels européens de Salisbury, et les Blancs apprennent à verrouiller leurs voitures, ce qu'ils n'avaient jamais eu à faire par le passé." Le 31 août, le Front Rhodésien remporte 50 des 65 sièges du parlement blanc : Smith, la guerre, sont approuvés. Dans la ZANU, pro-chinoise, parce que le régisseur Machel se dit pro-chinois, installée dans l'ergastule mozambicain, Mugabe, après moult péripéties a remplacé Sithole, trop politicard. La ZANU, dont 3 000 hommes aident l'armée rhodésienne à infester les campagnes de cet Etat ("Our purpose was to isolate the cities and cut them off, not to attack them" explique l'un des stratèges de cette guérilla, qui comme tous ses semblables craint les villes), commence à éclipser la ZAPU pro-soviétique du trop politicard N'Komo, parquée dans l'étable zambienne, quand ce n'est pas dans l'enclos botswanais. L'aviation rhodésienne bombarde volontiers les camps de réfugiés, qu'on "éduque" politiquement, à la Machel, à la Kaunda, comme le 28 novembre, où il y a 1 200 morts à Chimoio, au Mozambique. Sur ce glorieux massacre, qui, ouf, ne lui a presque coûté que des "civils", s'achève pour la ZANU "l'année du parti" ; 1978 est déjà intitulée "année du peuple".

Smith, qui a passé sa triste vie à freiner à mort pour prolonger artificiellement l'existence de son triste parti, finit par accepter le "one man one vote", en décembre 1977. Probablement séduit par l'impasse namibienne, ce Premier ministre s'acoquine avec les laissés pour compte de la surenchère guérilleresque : Muzorewa, Sithole et le chef Chirau conviennent le 3 mars 1978, d'un "règlement interne" : l'exécutif sera composé de ces quatre membres ; le parlement, de 72 sièges noirs et de 28 blancs ; un gouvernement provisoire chargé d'élaborer une constitution entrera en fonction le 31 décembre 1978, comme en Namibie ; il abolira le racisme (comme si un gouvernement pouvait abolir le conservatisme !) ; mais il maintiendra le Land Tenure Act, qui à l'époque coloniale avait donné aux blancs la majorité des terres et les meilleures. Et comme avant et après chaque négociation depuis 1975, la guerre enfle pour influencer la négociation. Massacres

et représailles, intimidations et menaces aplatissent tout ce qui est civil, renforcent les camps de réfugiés et les armées. Ainsi, Muzorewa et Sithole, dont les robes ne sont plus que des travestis, recrutent-ils une milice, les "auxiliaires", parmi les déserteurs de ZANU et ZAPU. Officiellement, 297 Rhodésiens et 1 774 "terroristes" sont morts en 1978.

En janvier 1979, paraît la Constitution. Elle accorde le droit de veto aux blancs. Comme en Namibie l'ONU la rejette avec horreur. Les ennemis de la négociation, qui n'en sont ennemis que parce qu'ils en sont exclus, et qui n'en sont exclus que parce que la guerre leur promettait plus d'autorité qu'ils n'en espéraient de la négociation, dénoncent cette négociation comme illégale, puisqu'elle s'est faite sans le Royaume-Uni, qui ne reconnaît toujours pas l'indépendance de la Rhodésie. Mais le 30 janvier, un referendum parmi les blancs plébiscite cette Constitution par 85 % des voix ; et le 20 avril, les élections noires donnent 51 sièges à Muzorewa, 12 à Sithole et 9 aux candidats de la minorité tribale N'debele.

Le vrai résultat de cette consultation est sa participation élevée : 62,14 % des électeurs ont bravé les menaces de la guérilla. Car en votant, les pauvres du Zimbabwe ont voté contre la guerre, contre la guérilla. Leur opposition à ces polices est aussi réjouissante que de la manifester par le vote est attristant. Parce que ce vote cautionne l'Etat, et confie l'autorité à des candidats répugnants ; et parce que cette opposition à la guérilla n'est pas une critique de la guérilla (qui voudrait faire croire que les "auxiliaires" ont davantage forcé à voter qu'elle n'a empêché), mais une immense lassitude des pauvres, une demande de grâce, une humble remontrance, un genou à terre.

Le 3 mai 1979 ont lieu dans le Royaume-Uni des élections législatives. L'opposition conservatrice de Margaret Thatcher et de Lord Carrington, son futur ministre des Affaires Etrangères, inclue tapageusement dans son programme la reconnaissance du "règlement interne" rhodésien. Miles Hudson, ancien diplomate britannique, conservateur aussi, montre plaisamment, mais sans complaisance, pour quelle raison cette promesse électorale est violée : Kaunda et Nyerere, vieilles autorités de l'indépendance africaine, ont décidé que N'Komo et Mugabe sont les représentants légitimes des zimbabwéens. Un Etat qui s'opposerait à l'avis aussi applaudi d'anti-racistes aussi déclarés s'exposerait à tous les boycotts, à tous les désagréments diplomatiques, à toutes les injures. Shocking revelation : deux

arrivistes d'Etat et leur idéologie bricolée à partir d'un socialisme de circonstance, substituent leurs factotums aux représentants élus. Humblement prostrés, les pauvres du Zimbabwe doivent encore encaisser cette gifle. Et la guerre continue de plus belle.

Mais il y a soudain un faisceau de raisons pour la paix. D'abord, la lassitude que les pauvres viennent si pitoyablement d'exprimer n'est pas que de bon augure : la brutalité de la guerre et le mépris de leur volonté de la cesser, pour la première fois, même timidement, exprimée, ne sont peut-être pas, à terme, les plus solides garanties de leur sujétion ; les guérillas elle-mêmes en ont assez d'être aussi mal traitées par les Kaunda, les Nyerere, les Machel, qu'elles-mêmes traitent les pauvres du Zimbabwe ; l'Etat sud-africain a compris que la guerre d'Etat en Angola est un meilleur vide-ordure à gueux, et le Mozambique de Machel une meilleure carpette devant sa porte que ne l'a jamais été le Portugal, dont la lointaine tyrannie fabriquait en s'effondrant les mêmes insurgés qu'à Soweto, et donc, qu'une guérilla noire au pouvoir en Rhodésie conserverait bien plus vivace en Afrique australe un antagonisme racial, un antagonisme droite-gauche, et entretiendrait une police des frontières autrement plus malléable que celle du têtard Ian Smith ; Carrington, de son côté, a besoin de racheter son mensonge électoral flagrant ; et rien ne justifierait mieux de n'avoir pas reconnu le "règlement interne" que de faire cesser la guerre ; quant à Kaunda, Nyerere, Machel, pourris par la fatuité des valets d'Etat, ils ne voient pas sans convoitise une négociation qu'ils s'attribueraient volontiers, surtout s'ils arrivent à placer en position gagnante leur guérilla zimbabwéenne respective. En août 1979, le Commonwealth se réunit justement à Lusaka. Il y est convenu d'une conférence à Lancaster House, à Londres, malgré l'opposition de principe de N'Komo et Mugabe qui ont des scrupules bien compréhensibles à s'asseoir autour de la même table que Smith, Muzorewa, Sithole, qu'ils ont publiquement condamnés à mort : il faudra d'abord la menace de Carrington de légaliser l'indépendance, même si la guérilla n'est pas là, quitte à subir les foudres de l'ONU, puis les signatures de leurs patrons de la "ligne de front" pour finir par engager ZAPU et ZANU.

Le 10 septembre, l'accord est conclu : un superviseur britannique, Lord Soames, va administrer la transition : des réélections sont prévues, avec toujours une liste blanche et une liste noire, 20 sièges pour la première, 80 pour la seconde ; Muzorewa, le récent Premier ministre, démissionne ; pour éviter les intimidations, les

guérillas seront con-centrées en des camps désignés pendant la campagne électorale. En résumé, on refait le "règlement interne", à quelques détails près, mais avec la participation de la guérilla et l'arbitrage du Royaume-Uni. Le bétail votant est durement molesté par les guérillas, maintenant concurrentes, par les "auxiliaires", par les corps-francs rhodésiens, et même par un corps d'armée sud-africain. Deux semaines après que le parti de Smith ait raflé les 20 sièges du vote blanc, les électeurs noirs donnent 57 sièges à Mugabe, 20 à N'Komo (les N'debele) et 3 à Muzorewa. Ce vote est identique au précédent. Car cette fois-ci, donner la majorité absolue à la guérilla, c'est la dissoudre, alors que revoter Muzorewa aurait été remettre la guérilla en campagne. En plébiscitant la police la plus violente, les pauvres du Zimbabwe se sont rendus à merci : c'est le deuxième genou à terre.

Aussi Mugabe, Premier ministre, et N'Komo, ministre de l'Intérieur, ne vont-ils s'occuper que de rassurer les valets : Soames est prié de rester en fonction six mois de plus, comme un bon maître par ses élèves jadis chahuteurs, qui s'avèrent finalement convertis à l'étude. Et même Walls, la vieille crapule fascisante, commandant des forces de sécurité rhodésiennes, responsable de tant d'atrocités commises contre les guérillas mêmes, est prié de rester à son poste : qui se ressemble s'assemble, dit le vieux lieu commun populaire, ici exceptionnellement à propos. Le 17 avril 1980, l'indépendance du Zimbabwe est proclamée.

La plus grande surprise de cette guerre d'Etat si spectaculaire, est donc qu'elle se soit arrêtée. La fin des mouvements séparés de Lourenço Marques, Luanda puis Soweto, apparente dans la soumission sans condition des pauvres du Zimbabwe, y est certainement pour beaucoup. Mais l'arrivisme et la petitesse de vue des valets d'Etat y est au moins pour autant : n'ayant jamais compris la fonction de cette guerre au-delà de l'horizon de leurs carrières, de Carrington à Sithole, de Mugabe à Kissinger, de Vorster à Tongogara, de Walls à Machel, sauf pour les mensonges qu'ils soutiennent et la société qu'ils forment, il eût été préférable pour eux de la continuer, dans l'esprit de Nyerere engueulant Muzorewa quatre ans plutôt : "You people seem to think that power comes from the barrel of the mouth instead of the barrel of the gun." D'ailleurs, la nouvelle constitution qui les conserve tous, conserve aussi le racisme : 20 blancs et 80 noirs élus séparément ! Elle préfère garantir que chaque *race* soit représentée en proportion, plutôt que de garantir que chaque

individu soit représenté par le meilleur délégué possible, quelles que soient leurs races respectives. Ce compromis odieux, qui n'a pas aboli, mais seulement renversé certaines apparences des rapports de race, unit ceux qui y collaborent au détriment des malheureux qui l'ont cautionné par leur vote.

Après l'épilogue électoral, tout est intact chez l'ennemi : le racisme ("The flag of our heroic nation consists of four colours, BLACK in the middle because it represents the heroic people of Zimbabwe, the masses who are bearing the full brant */sic/* of the enemy's reprisal or unprovoked attacks.") ; le spectacle droite-gauche ("Because the progressive forces of the world are engaged in a titanic global conflict with capitalists and imperialists, ZANU is obliged to throw its whole weight on the side of the progressive forces of the world over.") ; une guerre civile d'Etat toute prête, puisque le nouveau gouvernement associe deux guérillas concurrentes et les forces de sécurité contre lesquelles elles étaient jusque-là alliées ; et une couronne de guerres dans les Etats voisins, que l'exemple de Lancaster House n'a pas fait cesser mais s'intensifier. Ainsi, comme un château de cartes auquel on retire celle qui soutient toutes les autres, mais dont la configuration est si heureuse qu'il ne s'écroule pas, l'Afrique australe, solide et implexe bastion de l'idéologie, paraît, même à l'indépendance du Zimbabwe, face aux offensives gueuses de la guerre officieuse, s'être renforcée. Jusque dans la paix, l'ambiance de la guerre de Rhodésie aura été typique des guerres d'Etat depuis celle du Vietnam : honteuse, obscure, triste, interminable, spectaculaire et cependant ignorée.

6) GUERRE D'UGANDA

La guerre d'Ouganda est la chronique de la déchéance d'un Etat. Comme ces immeubles pour esclaves modernes à la périphérie des villes, bâclés par des architectes et entrepreneurs doués d'un mépris et soumis à un profit sans bornes, l'Etat ougandais, dès sa naissance, est si monstrueux, qu'on ne voit pas encore qu'il est déjà une épave. Car l'Ouganda, comme le Tchad, est une arbitraire création coloniale. Partout en Afrique, le colonialisme a assoupi, mais nullement dissolu le tribalisme : l'autorité coloniale, chapeautant les différentes tribus, médiatisant leurs rapports, n'a émoussé que ces rapports, conservant même leur organisation ancestrale. Et, en partant, cette autorité laisse à ces tribus des Etats, et pas un Etat par tribu, mais plusieurs tribus par Etat. En Ouganda, après une sieste coloniale agitée, les vieilles rivalités tribales se réveillent, copropriétaires de la cage en béton de cet Etat, mais concurrentes pour la domination de cette cage.

Mais non seulement mal construit, l'Etat ougandais est un édifice mal entretenu. Les bâtisseurs de cette société ne se sentent plus responsables de leurs constructions, parce qu'ils ne s'en sentent plus propriétaires. Leur hâte, si remarquable en toute chose, n'est jamais que la hâte du domestique qui vole son maître tant qu'il peut. Les architectes de l'Ouganda ont compris l'indépendance comme la fin de leur pillage, et donc, comme la fin de leurs responsabilités. Aucun cabinet concurrent n'est venu enlever à la couronne britannique cette gestion, qui commençait par de lourds travaux de réfection pour d'hypothétiques bénéfices. Et d'explosions de tuyauteries en effondrements de plafonds, de la déprédation des escaliers aux exactions dans les caves, l'Ouganda est devenu une jeune ruine d'Etat. Par les herbes folles et sauvages qui ont tout envahi, ce paysage inculte ressemble maintenant à la plus désolante contrée de l'Allemagne de la guerre de Trente Ans.

Milton Obote, premier président-putschiste de cet Etat, favorisant les tribus Acholi et Lango, dont il est issu, devient rapidement une sorte de dictateur. Après quelque projet de réforme radicale, dicté par ses alliances et sa carrière, il est renversé le 25 janvier 1971 par Idi Amin Dada, officier supérieur qu'il s'apprêtait à faire arrêter. Le délabrement de l'Etat était déjà tel que tout le monde se réjouit de la fuite de son chef : paysans et commerçants attendent d'Amin Dada la fin du "socialisme" d'Obote ; toutes les tribus exultent

de la chute du despotisme acholi-lango ; et jusqu'à Londres, le soulagement entoure de sympathie le nouveau dictateur : "Probably the best man to have presiding the mess today" (Economist, 23 septembre 1972).

Ce qui suit est un rétrécissement de l'Etat, ramené à son armée. Une convoitise accélérée s'est répandue comme la peste dans une société sans médicaments. Tout ce qui se mange, et tout ce qui le défend, institutions, droit, armes, est jeté dans la citadelle contre un mal lancinant et fulgurant. Ce n'est pas une militarisation de la société, au contraire, c'est la tentative de réfugier dans la dernière fortification crue solide les restes de l'Etat en lambeaux. Idi Amin Dada ne craint que l'armée, ne flatte que l'armée, ne gouverne que l'armée : le reste est expédié par décrets. En 1972, encore appuyé sur la bureaucratie et quelques commerçants noirs, ils expulsent les 50 000 Asiatiques qui depuis plusieurs générations constituent la caste fermée du commerce. La confiscation des biens abandonnés devient un donativum qui transforme des fissures en failles : pour la première fois, des soldats se battent contre leurs officiers pour garantir leur part de butin ; les bureaucrates et commerçants africains font dans la faillite subséquente l'amère découverte que leurs concurrents asiatiques ont emporté en exil le crédit international de tout le commerce ougandais. Le peu d'industries est fauché et les salaires diminuent. Les citadins, sans fusils dans le dos, mais tirés par l'estomac, donnent le spectacle oublié en ce siècle d'un retour à la campagne, à la subsistance. La soif de richesse moderne est dans l'Etat, et comme l'Etat est dans l'armée, le mal est dans la forteresse, où l'on s'entre-déchire : en 1971, la première purge y décime les Acholis et Langos (2 000 morts). Ils ne sont pas seulement remplacés par des Nubiens (Amin a retiré son soutien à la guérilla nubienne au Soudan et a embauché ces mercenaires étrangers dans son armée pour y disposer d'un parti dépendant et dévoué), puisque, en deux ans, les effectifs doublent et les dépenses triplent. Une réforme administrative instaure le Nyumba Kumi, organisation des civils par dix maisons (chaque bloc a un mouchard ; cette institution survivra au gouvernement d'Amin), et réinstaure le chefisme tribal. En 1973, 728 simples soldats sont nommés "chefs" dans les tribus. Quand le simple soldat devient gouverneur, l'armée est la seule carrière où l'on s'enrichit rapidement, dans toutes les autres, on s'appauvrit rapidement. Enfin, la frontière entre citoyenneté et non-citoyenneté est tracée de droit, lorsque toujours pour plaire au soldat, Amin lui accorde l'impunité devant les tribunaux. Quand le simple soldat devient chasseur, et l'homme

commun gibier, l'armée est le seul refuge pour avoir la vie sauve (quel paradoxe !), si toutefois on y échappe aux purges.

Au goût de l'argent s'est mêlé celui, salé, du sang. De 1971 à 1977, il y eut entre 12 et 30 000 exécutions officielles et entre 16 et 50 000 meurtres "ordinaires". En 1978, le State Research Bureau (notez la terminologie !) tue entre 30 et 60 prisonniers par jour. L'anarchie empail-lée, que la propagande ennemie utilise comme épouvantail, ce chaos moral et cortège de violences arbitraires, ne s'est pas produit en Ouganda à l'abolition de l'Etat, mais peu après sa création ; n'est pas l'effet d'une guerre, mais survenu en pleine paix, et plutôt cause d'une guerre ; n'est pas l'absence de police, mais son excès ; n'est pas la conséquence d'une explosion, mais l'absence de toute menace d'explosion. Cette puissance de l'Etat moderne, entraînant ses serviteurs à une cupidité sanguinaire qui singe des passions de gueux, n'atteint une telle étendue que livrée à sa propre dérive. D'autres Etats ne sont intervenus que lorsque la gangrène débordait les frontières ougandaises. S'il y a des guerres d'Etat qui sont des réactions aux attaques gueuses, comme en Ethiopie ou en Afrique australe, celle d'Ouganda est un vomit, abus des abus, luxe maladroit, ni voulu ni pensé. Mais de même que le peuple de Rome était le principal responsable de la fin de la liberté politique à Rome, les pauvres modernes sont les principaux responsables de 39-45 et de l'Ouganda.

De nombreux livres et films ont abondamment étalé les mille excentricités d'un tyran aussi féroce et aussi libre de sa férocité que l'a été Idi Amin Dada. Cette façon de présenter un chef d'Etat, comme en d'autres temps Néron ou Hitler (auquel les soviétiques durent dissuader Amin Dada d'élever une statue), veut le rendre seul responsable de tant d'exactions. L'apathique ignorance du public s'y chatouille d'un énorme fait divers, aléa réversible. Mais Amin Dada n'était pas plus fou, plus corrompu, plus cruel que ceux qu'il avait sous ses ordres. Ce n'est pas lui qui a instauré autant d'effroyable licence. Au contraire, c'est la démolition accélérée de l'Ouganda dans le monde qui l'a fabriqué, lui. En concentrant toute la haine sur sa tête, l'information dominante protège l'édifice de la vengeance. Le sacrifice durable de l'Ouganda dans le monde est bien davantage redevable aux complicités et petitesse de cette information, parce qu'elles en constituent la pérennité, qu'aux perversions d'Amin, qui n'en furent que le pittoresque d'une étape.

Mais le goût de l'argent et du sang s'augmente si rien ne les freine. Il faut attendre 1978 pour que l'accumulation d'adversités déraille finalement cet encore rare laisser-aller étatique. En 1972, une invasion guérilleresque, venue de Tanzanie, fut encore battue à plates coutures ; et Nyerere dut s'excuser platement. Président de l'OUA en 1975, le "maréchal" Amin connut un premier ridicule pour son image de marque en 1976 : sur l'aéroport d'Entebbe, un commando de cowboys israéliens vint massacrer des preneurs d'otages auxquels il avait donné asile (des Ougandais furent exécutés parce qu'ils *riaient* de sa mésaventure). Le 17 février 1977, l'assassinat maladroit de l'archevêque Lwum et de deux évêques met moins en relief les misérables manoeuvres des religieux (catholiques et musulmans s'allient contre protestants), que la libéralité avec laquelle on tue désormais en Ouganda. A l'Université, où le fils d'Amin a tenté d'exercer un despotisme de dauphin, le murmure grandit, malgré la répression. Enfin, le pillage ne peut être sans fin. Les économistes diraient que le pouvoir d'achat des pillers doit fatalement baisser : le butin se fait plus rare, mieux caché, mieux protégé, et les pillers sont plus nombreux à se le partager. En outre, c'est une grave faute d'espérer la reconnaissance de l'armée pour un tel salaire : la hiérarchie entre les grades et les rivalités entre les ethnies n'y font que des jaloux, que des frustrés, que des envieux. Cette caste hautement privilégiée est au contraire hautement mécontente. Gonflée, de plus, de tout le petit carriérisme ordinaire, elle a désappris à se battre. Poussée par un appétit croissant, pourrie par une corruption généralisée, secouée par de violentes purges, il lui reste environ 15 000 hommes, sans discipline, sans dignité, sans scrupules : "highway robberies and other crimes were escalating sharply in Uganda." Au moment où Amin est obligé de demander aux civils de déposer les armes, son armée éclate d'indigestion. En septembre 1978, alors qu'il passe en revue 10 000 nouvelles recrues, il apprend de violentes mutineries près de la frontière tanzanienne.

Début octobre, Amin dénonce une invasion tanzanienne. Bien que la chose paraisse improbable, et que l'information mondiale l'a par la suite imputée à la folie d'Amin, la Tanzanie ne dément que mollement et refuse de révéler ce qui se passe. Il n'est pas tout à fait impossible, comme en 1972, que des Ougandais exilés, partisans d'Obote, aient tenté de s'allier aux mutins. Toujours est-il que l'armée ougandaise traverse soudain le Kagera, frontière avec la Tanzanie, s'empare de la région qui fait une saillie au sud de cette rivière, la pille, massacre ses habitants et annexe ses 1 140 kilomètres carrés le

1er novembre 1978. Le 11 novembre, la Tanzanie contre-attaque, et le 15, Amin retire ses troupes. Le 27, les deux Etats s'accusent réciproquement d'être devenus envahisseurs, au contraire de ce qu'on voit d'habitude dans les guerres : c'est du défaitisme pour appeler à l'aide, et pour laisser à l'adversaire l'opprobre de l'agression (les temps sont rudes pour le président Nyerere : l'hiver dernier une épidémie de choléra a ravagé le pays et de violentes protestations étudiantes contre de nouveaux privilèges accordés aux membres du gouvernement, au printemps, font de cette guerre, si elle ne se termine pas par un désastre, une diversion bienvenue). Nyerere, dans son argumentation pour obtenir du soutien contre Amin, n'hésite pas à dénoncer le racisme sous sa forme anti-raciste, et il sait de quoi il parle : "If he was white, we would have made resolutions to condemn him. Because he is a black, he is allowed to massacre Africans."

Comme les journalistes ne sont même pas sur le terrain ("Coverage of the war is second hand from Kenya and Dar Es Salaam"), les détails de cette guerre sont mal connus. Mais même si l'armée tanzanienne justifie par sa faiblesse les lenteurs et prudenances initiales de cet Etat, elle n'a en face d'elle qu'une horde en pleine débandade. Aussi après la prise de Masaka, le 24 février 1979, les troupes tanzaniennes ralentissent leur avance, en attendant de pouvoir opposer un mouvement de libération ougandais uni, qui légitime leur intervention, aux bravaches de plus en plus démoralisés dans lesquels ils rentrent comme dans du beurre. Et pendant qu'on entend mugir ces féroces soldats dans les campagnes, que Kampala est désertée, que les sabotages apparaissent derrière les lignes, l'OUA condamne la Tanzanie, dont le président, sentant la soupe bonne, a refusé les conditions de cessez-le-feu, au contraire d'Amin, prêt maintenant à se soumettre à n'importe quel prix, plutôt qu'à se démettre.

Le 16 mars à Moshi, en Tanzanie, opposants et exilés ougandais s'accrochent en UNLF, avec un comité exécutif de 11 membres, présidé par l'ex-universitaire Lule ; le 27 mars, la Libye, qui soutient Amin, lance un ultimatum à la Tanzanie : 1 500 Libyens défendent seuls Kampala ; la prise d'Entebbe, le 5 avril, est suivie d'une retraite humiliante de cette troupe libyenne, aussi mal soutenue que préparée, vaincue avant d'avoir déclaré la guerre ; le 11 avril, sans résistance, la capitale de l'Ouganda tombe aux mains des Tanzaniens : "The remnants of the 400 000 strong civilian population - those who had not already fled - went on immediate joyous rampage of celebration

and looting." Lule : "Those who have committed criminal offences, must be brought before our courts." "But he pleaded for no revenge to be taken outside the courts. We want to stand for the rule of law, he said." En Ouganda comme à chaque changement violent de gouvernement, le réveil de la négativité par la vengeance est ce que le nouveau gouvernement combat en priorité. "Visibly shocked by the extent of damage to central Kampala shops and office blocks, the president" (Lule) "called for an end to acts of looting and vandalism." "Because the looting has been so thorough there are already fears that the city will run out of food within the next weeks." Après la prise de Jinja, le 22 avril, suivie d'un dernier massacre d'Amin à Tororo, les armées de l'UNLF et de la Tanzanie arrivent aux frontières du Kenya et du Soudan, le 3 juin. Amin a fui en Libye. Les Acholis se vengent sur sa tribu, les Kakwas : "I've seen the way these people kill. They enjoy it. They open you like a fish". Lorsque les opprimés imitent les mauvaises moeurs des oppresseurs, ce qui était dégénérescence devient authenticité, si bien que les imitateurs paraissent les modèles. Cela peut paraître paradoxal ou de mauvaise foi, mais le pillage, lorsqu'il est perpétré par l'institution est le contraire de ce qu'il est, perpétré par ceux qui n'ont aucune autorité : dans le premier cas, il est louange de la marchandise, abus de la loi par ceux qui la font, mensonge, incohérence ; dans le second, il est injure à la marchandise, violation de la loi par ceux à qui on l'impose, critique radicale, cohérence retrouvée. En Ouganda, où les excès des dirigeants ont étouffé les pauvres, la modernité de ceux-ci ne pointe encore que sporadiquement, dans les excès de ces excès.

Que la paix civile est morte depuis longtemps et pour de bon, se déduit de cette plainte du nouveau ministre de l'Intérieur, "that there are so many people wearing uniforms who shouldn't. Every house in Uganda has two or three uniforms lying around. We have appealed to citizens to return fire-arms and shall soon start to search for them." 40 000 soldats tanzaniens stationnent en Ouganda. Le Soudan se plaint de 100 000 réfugiés. Partis de la rue, traversant les tribus, les règlements de compte arrivent au sommet de l'Etat. Lule, expulsant du gouvernement le stalinien Nabudere, ministre de la Justice, sans l'avis du Conseil Consultatif National, est à son tour déposé par ce Conseil le 20 juin, et remplacé par Binaisa. Le lendemain, la troupe tire sur une manifestation pro-Lule. Le 25, nouvelles manifestations et grèves en faveur de Lule, malgré ou à cause du soutien de la Tanzanie à Binaisa : "Demonstrations, which ended in riots, a general strike and other violent events were launched

by a body calling himself the Internal Joint Underground Liberators, clearly all Baganda and protesting in favor of Lule, a Bugandan. Some 50 people were killed when tanzanian troops in Kampala opened fire in attempt to disperse demonstrations. There was no question that other dissident fractions, including supporters of Idi Amin, joined in the fray." Du mystérieux groupe qui tire toutes les ficelles dans l'ombre au spectre de l'ancien dictateur, les habituels clichés qui calomnient les émeutes spontanées font leur entrée à Kampala. Lule, l'arriviste vaincu, est déjà à Londres, laissant derrière lui l'arrivisme en uniforme, augmenté de 40 000 Tanzaniens, mais dans un pays déjà pillé, où la société se dissout en bandes : "During the collapse of the Amin regime a large number of uniforms were somehow put in circulation and quite a number of traditional "Kondos"(bandits) as well as deserters are now indistinguishable of the army regulars." Le président de l'association des avocats, sur la paille "described the public order situation as "worse than under Amin". Shots are heard every night in Kampala and in the morning the police take the bodies away."

Une nouvelle grève générale pour Lule, le 23 juillet, et l'ougandisation accélérée des moeurs de l'armée tanzanienne, décident 15 des 28 organisations signataires de la Conférence de Moshi à demander le départ de l'armée tanzanienne. Peine perdue : que ferait Nyerere d'une armée qui a pourri si vite, en Tanzanie ? Il faudrait lui inoculer le choléra pour qu'elle ne tente aucun putsch ! Alors que, en Ouganda, l'armée tanzanienne se nourrit gratis, s'aguerrit contre la rue, justifie toutes les mesures d'exception. Aussi, la nouvelle administration de Binaisa redécoupe l'Ouganda et promet des élections pour juin 1981 ! Jusque-là tout parti en dehors de l'UNLF est interdit.

Mais tout continue à se dégrader. Les soldats des deux pays deviennent tueurs à gages, pour des particuliers ou pour leur propre compte : "hundreds and probably thousands of Ugandan civilians have been killed for non-political motives, usually robberies or the settlement of old scores. Since President Amin was overthrown, living in Uganda is so precarious these days that the people are murdered for their watches and radios, and no one dares to drive a luxury car, night or day, in the capital. The Tanzanian soldiers have not been paid since they left Tanzania and they live simply by taking what they want at gun point." C'est ainsi que le 1er septembre est instauré le "dusk to dawn" couvre-feu, et que, fin septembre, au lieu de retirer des soldats, ce sont 1 000 policiers tanzaniens et 60 de leurs collègues britanniques

qui arrivent dans la boucherie ; on devine comment ces fonctionnaires-là se servent à l'étalage, devenu maigrichon ! En novembre, Binaisa embauche encore 5 000 policiers supplémentaires. A la fin de la guerre a succédé une guerre sans fin.

7) SUITE DES GUERRES DU PROCHE-ORIENT

En 1978 et 1979, les progrès de la spécialisation du Liban en terrain d'entraînement ennemi ne méritent pas d'être détaillés : l'odeur générale de cette fosse septique indique assez ce qui s'y mange. Découpé en lanières, labouré en tous sens, l'Etat libanais ne maintient sa forme que parce que ses voisins maintiennent ses frontières. Ce fantôme effondré mendie en vain auprès de tous les partis une police, une armée, qui le transformerait en cible. Otage de chaque décision internationale, prince consort de chaque milice, complice impuissant de chaque massacre, cette ruine conservée d'Etat est également la dernière voix à geindre pour la paix. Depuis 1978, indifférents à ces gémissements de vieillards, les plus sots des mercenaires, des miliciens, ont pris conscience, un à un, que ce désert de la conscience est destiné à durer, et s'y installent. Beshir Gemayel, condottiere et chef de clan chrétien, attaque à la Capone les autres clans de cette confession (assassinat de Tony Frangié), et se les soumet. La lente avance de l'armée syrienne dans les quartiers chrétiens (février et septembre 1978, mars 1979), justifie cet arrivisme sans scrupules que ne permet qu'une acception claire d'une guerre si possible sans fin. Dans les milices musulmanes, dans l'armée syrienne, dans les camps palestiniens, refaire l'unité, délimiter le territoire, négocier des armes, embaucher de la chair à canon, sont également les fétides poivrons qui vont troubler, parfois violemment, les intestins de toutes ces hiérarchies dans le même froc, résolues à endormir le temps par le mouvement perpétuel de leur équilibre instable.

En mars 1978, un commando palestinien tue 35 Israéliens près de Tel Aviv. Ravie, après s'être retenue si longtemps, l'armée israélienne se répand enfin dans le sud du Liban. Les Palestiniens

évacuent au nord du Litani. L'armée israélienne ne cessera son occupation qu'à contrecoeur en juin 1978 : l'ONU a envoyé 6 000 "casques bleus" (la FINUL) servir de papier hygiénique entre les barbouilleurs. En avril 1979, un commandant Haddad, chrétien libanais, proclame l'indépendance du "Sud-Liban", à la tête d'un corps franc : l'Etat israélien nettoie ainsi sa cuvette libanaise, qu'elle entend ne plus rétrocéder, au moyen d'un détergent autochtone. Aucune autre puissance du monde ne reconnaît cette parodie pétainiste de sécession, si ce n'est la grande majorité de l'information qui, voyant dans la propagande israélienne sa soeur Anne, scinde désormais Sud-Liban et Liban. Ce nouvel agrandissement de l'Etat d'Israël ajoute deux nouvelles troupes, l'armée israélienne et la FINUL, dans le camp d'entraînement qu'est le Liban, aux milices musulmanes, à l'armée syrienne, aux phalanges chrétiennes, et aux services secrets de tous les Etats qui pullulent à Beyrouth, soit en tant que financiers ou commissaires politiques, soit en tant que stagiaires (trafics d'armes et d'influence, attentats et assassinats).

Pour les Etats de Syrie et d'Israël, la guerre d'Etat est une nécessité habituelle. Mais leurs trop brèves et trop vives empoignades passées ne suffisent plus : aujourd'hui leurs propres pauvres sont blasés pendant les longs intervalles de ces électrochocs qui menacent d'électrocuter leurs auteurs. Le Liban permet de déplacer la guerre entre arabes et Israéliens en un territoire tiers. Là, l'électricité reste branchée en permanence, et si les chocs sont plus faibles, ils sont continuels, renouvelables à volonté, sur des consciences ainsi brouillées par une émotivité, une tension et une angoisse permanentes.

Le 26 mars 1979, Israël et l'Egypte signent le traité de Camp David. Quelle plaisanterie ! Jadis, un traité de paix mettait fin à la guerre. Depuis le traité de Versailles, plus funeste à la paix qu'apaisant pour la guerre, les armistices suffisent à fixer la fin des conflits, soit aux conditions du vainqueur, soit en arrêtant les frontières aux lignes de front. Le traité de paix est tombé en désuétude. Celui entre les Etats d'Israël et d'Egypte prétend ainsi clore une guerre qui a duré 16 jours, 6 ans plus tôt ! Et ce n'est qu'une paix séparée, puisque les gouvernements de Jordanie et de Syrie, qui n'en sont pas signataires, seraient donc encore en guerre !

Enfin, chacun sait qu'un changement de gouvernement un peu brusque ou qu'une bombe comme en posent aujourd'hui toutes les polices du monde suffisent à rendre caduc du jour au lendemain

n'importe quel traité. Bref, le cérémonieux pédantisme moral de cette grosse plaisanterie de valet, étalé avec une pompe inouïe, éclipse son contenu, inutile et indifférent. Comme le couronnement de la reine d'Angleterre, ou les festivités du Shâh d'Iran à Persépolis, Camp David fait partie des rites à la raison vermoulue, dont l'abondance de fascination ne provient que de l'abondance de spectacle.

La guerre du Liban, dans un cadre permanent, mieux construit, mieux défini, a depuis longtemps absorbé, entre autres, les guerres à répétition entre arabes et Israéliens, dont le show de Camp David, qui n'en est qu'un dégoûtant épisode, nous est insolemment présenté comme le terme. A croire nos ennemis, appliqués à faire mousser, cette guerre en Palestine existait depuis toujours, et le monde se joue là, pas moins. Cette affabulation, qui transforme ce minuscule conflit en combat de Titans, a d'abord pour fond la religion. La vallée du Jourdain est l'anus dont les religions juives, chrétiennes et musulmanes prétendent être issues : toutes trois y ont des lieux saints. Au-delà de ces hémorroïdes, l'Etat d'Israël intéresse par une série de contradictions, insolubles pour nos ennemis : faut-il un Etat israélien ou un Etat arabe, un Etat pro-russe ou un Etat pro-américain, un Etat juif ou un Etat musulman, un Etat martyr ou un Etat policier, un Etat ou deux Etats ? La seule réponse à ces dilemmes indécents, mi-Bible, mi-Bild, mi-Allah, mi-Arafat, n'empoigne pas encore nos ennemis : aucun Etat. Car ce n'est pas encore la lumière de l'intelligence contemporaine qui brille sur ces convulsions du nombril, issues de relents mythologiques qui voudraient passer pour danse du ventre, mais toujours la pénombre des chiottes.

La fonte du faux-problème du culte dans le culte du faux-problème suffit à peine à expliquer l'étendue prodigieuse des éclaboussures dont Camp David a sali le monde. Un exemple suppléera à tous les superlatifs. Le Keesing's Contemporary Archives est un "Weekly report of important world events", stationné à Londres et existant depuis 1931, au rythme d'actuellement 600 pages par an. La répartition en nombre de pages de ce "digest" exhaustif, me paraît tout à fait restituer l'ordre des priorités de l'information dominante, si l'on retranche une légère surévaluation due au point d'observation, Londres, Royaume-Uni, Europe, Commonwealth. Les résultats complets des élections britanniques du 3 mai 1979, y prennent ainsi 14,5 pages ; le terrorisme allemand, depuis le procès de 1975 jusqu'aux ultimes conséquences de la mort de Schleyer, 22 pages ; les événements du Nicaragua, de janvier 1978 à juillet 1979, 11 pages ;

ceux du Liban (sans le "Sud-Liban") d'octobre 1977 à octobre 1979, 14 pages ; ceux d'Iran, d'octobre 1977 à février 1979, 23 pages ; et ceux concernant le ballet diplomatique entre Israël et l'Egypte (récupérant au passage le "Sud-Liban"), 54 pages !

L'exagération de ce traité de paix, qui n'eut pour conséquence visible dans la guerre officielle qu'un transfert de troupes israéliennes du Sinaï au Litani, et dans la guerre officieuse un transfert de troupes égyptiennes du canal de Suez aux carrefours de Khartoum, est la mesure de la frivolité de la conscience de notre temps. Dans une société où personne n'est plus distingué que des comédiens ou des sportifs, ce n'est plus le fait divers qui s'élève au rang d'événement politique, c'est l'événement politique qui s'élève au rang de fait divers, de comédie, de match. Comme lorsque les fêtes de Trianon, oubliées en 1793, constituaient l'événement auquel on ne ménageait ni éclat ni publicité, la distance a grandi entre les feux d'artifice de nos ennemis et la compréhension du monde qu'ils dominent. Si Camp David ressemble déjà à une extravagance d'ancien régime, c'est parce que le public, qui pourtant prend position pour ou contre, n'évalue plus la distance entre ce faux luxe monté en épingle et sa propre vie misérable : c'est dire combien l'artifice le tient, mais aussi, combien seul l'artifice le tient encore.

8) GUERRE DU YEMEN

"Mr Salem Rubayya Ali, head of State and Chairman of the Presidential Council of the People's Democratic Republic of Yemen (South Yemen) and deputy secretary-general of the ruling National Front, was on June 26 ousted from power and executed by adversaries within the Front after several hours of fighting within the capital Aden."

"The President of the Yemen Arab Republic (North Yemen), Lieut-Col. Ahmed Hussein el Ghasmi was killed on June 24 when a bomb exploded in his presidential office in the capital Sana'a. The

bomb has apparently been carried by a “special emissary” of the then President of the People's Democratic Republic of Yemen (South Yemen). Mr Salem Rubayya Ali, and the emissary himself also died in the explosion".

De sérieuses critiques auraient raison de souligner que les crépages de chignon des Etats du Yemen ne méritent pas d'entrer dans l'histoire aussi facilement que les Yemens dans l'étatisation du monde. Je leur ferais remarquer, cependant, que ce télescopage est drôle. C'est une farce, issue de l'absurde, que nos ennemis poussent parfois au-delà du point de rupture. Et quand un sérieux extrême implose parfois dans la risée, le phénomène mérite d'être rapporté, pour le plaisir sans lequel il n'y aurait pas d'histoire ; et pour ce que révèle ce gris soudain changé en humour noir.

Qu'il y ait un Etat au Yemen paraît déjà trop. Mais il y en a deux. Les tribus du nord étaient guidées par les Imams de Zaydi, une sous-secte shi'ite, entre la fin de l'Empire ottoman et 1962, date d'un putsch d'officiers nassériens qui proclament la République, inaugurée par huit ans de guerre contre les tribus et plusieurs autres putschs ; au milieu desquels une première guerre contre le Sud en 1972. Au sud, ancienne colonie britannique, un FLN acquit l'indépendance en 1967. Ce FLN, évidemment marxiste, est une pépinière d'arrivistes, s'alliant et se disputant sans fin, et où tout objet de débat est aplati en moyen d'arriver. Car l'Etat, créé ex nihilo, apparaît d'abord comme une sorte d'eldorado au milieu d'un ring de boxe, parfaitement délimité, exagérément illuminé. Aussi, le Nord et le Sud, comme un petit monstre à deux têtes, se tiennent empoignés par les cheveux et se crachent au visage : car l'autre Etat peut toujours devenir un moyen pour la voracité de chaque faction. Que les progrès de l'étatisation (les frontières des Yemens, au désert, ne sont pas encore fixées tout à fait) permettent déjà les plus rapaces gourmandises domestiques sous les plus fades modes idéologiques et de part et d'autre d'un mur de Berlin au fin fond du retard, renseigne magistralement, je trouve, sur les impérieuses et violentes transformations qui secouent le monde sous son masque d'immobilité apparente.

Ce serait s'abaisser à des questions de personnes, puis s'égarer dans les procédures policières, les procès d'intention, et une longue et stérile instruction d'analyser le double meurtre en 48h des deux chefs d'Etat yéménites, en juin 1978. C'est la loi des gangs ; mais dans le cadre institutionnel des Etats. Comme chacun des Yemens accueille

les bannis de l'autre et soutient chez le voisin dissidents et guérillas, leur frontière commune ne semble être faite que pour osciller sous les violations. La paix y est plus étonnante que la guerre. Le 24 février 1979, donc, le Sud envahit le Nord, plus tiré par que poussant devant soi un mouvement de libération d'exilés du Nord. Chacune des deux moitiés du Yemen prétend être envahie. Mais même la Ligue Arabe, réunie à Koweït, semble ne pas pouvoir arrêter l'avance de l'armée sudiste (aguerrie au volontariat idéologique et au mercenariat dans la campagne d'Ogaden), si bien qu'il paraît justifié de se demander si elle-même est maîtresse de son propre déferlement. Car cette poussée, qui arrange tant de factieux du Nord et du Sud, n'était de toute évidence pas préméditée. Finalement, le 16 mars, les combats cessent. Le Sud parvient à imposer quelques modifications dans le gouvernement du Nord, et comme en 1972, un accord est signé pour l'unification qui n'aura jamais lieu. L'armée yéménite du Sud se retire dans ses troubles internes, laissant celle du Nord dans ses règlements de compte privés.

Dans la rubrique des catastrophes des néo-Etats, celles des Yemens constituent une bouffonne anecdote. Les tiers-mondistes, et probablement les Yéménites pour qui elle était une tragédie, s'indigneront de la voir traiter comme une blague, et avec condescendance. L'attitude des principaux Etats en cette circonstance ne fut pourtant guère plus sérieuse : les USA avaient promis d'armer copieusement le Nord tant que la guerre dura, chicanant et éludant cette promesse dès qu'elle fut interrompue ; ce Yemen-là se tourna donc vers l'URSS, qui sans hésiter le fournit massivement, malgré les plus indignées protestations de son allié du Sud, et de l'Arabie Saoudite, patron (500 000 Yéménites y travaillent) et protecteur impuissant du Nord.

Que les Yéménites eux-mêmes se moquent un peu de leurs guerres d'Etat, de leurs hommes d'Etat, et des crétins tiers-mondistes ! Qu'ils cessent de se saper en fins de série idéologiques de ce monde, s'ils veulent y être pris au sérieux ! En attendant, ces bourdes sanglantes de leurs dirigeants sont comme les plus lourdes galéjades paysannes : plus elles sont féroces, plus elles font mal aux côtes.

9) GUERRES D'INDOCHINE

Plus qu'aucune autre, les guerres d'Indochine s'appliquent à décerveler. L'impitoyable limite qu'elles ont été pour la jeunesse étudiante de 1968, n'est qu'un effet secondaire si l'on considère la capacité critique restée à ceux qui y sont nés sous les occupations japonaise, française, américaine ou socialiste d'Etat. Plaisir de vivre, imagination, perspectives historiques ont été annihilés chez ces pauvres, élevés dans la peur, nourris de famine et que le vacarme des bombardements a toujours empêché de s'entendre. Le vide les a colonisés sous une forme si brutale qu'ils ne sont même plus capables de signer leur capitulation, comme les Zimbabwéens. Et la guerre, qui les a vu naître, les verra mourir.

Le départ de l'armée américaine, unité négative de l'Indochine et des marxistes de tous les pays, transforma en crevasses les fissures du socialisme d'Etat. La virginité internationaliste des PC, qui avait subi les premiers sarcasmes pendant la polémique sino-soviétique en 1964, puis les premiers assauts lors des incidents armés à la frontière de ces deux patries de l'alliance de classes en 1969, fut définitivement déflorée en 1978. Depuis, qu'il soit russe, chinois, vietnamien ou cambodgien, nicaraguayen, tanzanien, mozambicain ou eurocommuniste, le socialisme n'est plus que le mignon du nationalisme. La renaissance du chauvinisme s'amorce dans cette dégénérescence socialeuse de l'Etat. Ethiopie et Somalie, en refusant l'accommodement soviétique, en avaient fourni un avant-goût ; et les guerres d'Indochine vont maintenant, dans leur laboratoire restreint, expérimenter d'audacieux développements à ce que national-socialisme et stalinisme de l'époque d'Orwell n'avaient pu encore concevoir.

Comme ils prétendaient achever la révolution iranienne au moment où l'armée du Shâh proclama sa neutralité, informateurs et idéologues ennemis prétendaient publicitairement la guerre du Vietnam terminée à la chute de Saigon et des derniers alliés des Américains. Mais cette guerre semblait avoir acquis, à force de survivre tant de générations, quelque indépendance propre. Privée de l'"impérialisme américain", de l'un des deux "blocs", indispensable à l'explication de cette discorde permanente, l'information dominante refusait obstinément d'admettre qu'une guerre continuait : d'un côté, les affamés et abrutis sans armes, de l'autre, aigris par des décennies

de discipline et de privations, les détraqués armés qui allaient vérifier qu'une idéologie radicale détruit toute pensée, de peur de vérifier qu'une pensée radicale détruit toute idéologie. Et pour détromper définitivement ceux qui applaudissaient encore "la victoire de tout un peuple", ces maniaques, disgrâces de l'intelligence humaine, se chargèrent de rappeler, en exacerbant la xénophobie, l'immense distance qu'on peut mettre entre un Chinois et un Vietnamien, un Vietnamien et un Cambodgien. Car, la guerre du Vietnam, qui avait depuis longtemps fédéré l'Indochine (mot tabou, parce que trop colonial) allait la hacher maintenant.

Au Cambodge, en 1970, un coup d'Etat militaire pro-américain avait permis au Maréchal Lon Nol de renverser le prince régnant, Sihanouk. Le Nord-Vietnam soutient alors un Front National Uni du Kampuchea, présidé par ce prince (les fulgurants progrès de la gymnastique idéologique font de ces grands écarts de l'"alliance de classe" des figures de base). Mais la rivalité entre communistes nationalistes cambodgiens et communistes cambodgiens formés au Vietnam, tourne à l'avantage des premiers, c'est-à-dire à la purge des seconds. Le 17 avril 1975, la corruption totale de la dictature militaire, que les Américains ont déjà fuie depuis longtemps, s'achève dans la débandade individuelle de ses dignitaires.

A cet instant, les frontières du Cambodge se ferment à toute information. Au spectacle de ce silence s'ajoutent bientôt des bribes d'échos, de rumeurs et de suppositions. Il fallut attendre que ces frontières se rouvrent pour que les best-sellers scandaleux qui avaient devancé cette levée de censure fussent relativisés. Le rétablissement laborieux de l'information dominante sur ce terrain si notoirement miné par le mensonge, n'était lui-même pas dénué de naïveté burlesque. Car en cette circonstance, l'information dominante a tâtonné dans une situation analogue à celle du parti des gueux chaque jour : obligée d'interpréter, de critiquer, de douter, d'affirmer au risque d'être aussitôt démentie, de traquer la contradiction. Et on peut affirmer qu'à ce jeu-là, nos ennemis ne sont pas formés.

Seul Michael Vickery mérite d'être mentionné. Cet Américain semble connaître également bien le Cambodge et les Cambodgiens. Un long chapitre de "Cambodia 1975-1982" est consacré aux "sources", presque toutes orales. L'ouvrage abonde de mises en lumière de contradictions et de déformations. Il est exceptionnel de trouver, à l'occasion d'un événement contemporain, un auteur se sentir

obligé de faire autant de révélations sur l'usage de la vérité et de l'information.

Cet auteur découvre un concept de l'esprit moderne, dont la révélation se généralise dans le monde. Ce concept est l'idée vague et générale, l'impression imparfaitement encrée et aux contours déformés, apposée par le spectacle d'un événement sur la conscience du spectateur, impression suffisamment imprécise pour être partagée par la majorité déterminante des spectateurs de sorte à se cristalliser en jugement moral unanime. Vickery baptise ce phénomène STV (Standart Total View) et comme il n'avait pas de nom, celui-là lui ira fort bien. Même dans son application réduite au Cambodge, le STV s'avère être devenu une sorte de redoutable virus de l'information dominante, que Vickery est obligé de débusquer à chaque pas. Ainsi, par exemple, les Cambodgiens qu'il rencontre dans les camps thaïlandais sont eux-mêmes soumis au STV qu'ils contribuent à fabriquer. C'est-à-dire que ces témoins se contredisent dans l'effort inconscient de surenchérir sur la version officielle, version officielle qui correspond à ce que ces témoins supposent que ceux qui les interrogent, et qui sont les professionnels de l'information, attendent d'eux. Ce que Vickery peut difficilement saisir, c'est que ces phénomènes de la falsification ne tiennent pas leur énormité de l'absence d'information officielle au Cambodge, remplacée par les rumeurs forcément les plus folles qui ont au moins le mérite de se contredire, mais au contraire de l'unanimité de l'information officielle, dont les membres les plus modérés ne sont que les plus modérés dans l'exagération. Tant que le STV n'est limité qu'au Cambodge, il est impossible de comprendre que la démesure des chiffres, dans ce cas particulier, est l'application du principe du concept, à savoir interdire la pensée par l'émotion, jusqu'à chez Vickery, si indigné. L'importance réciproque du STV et de l'information peuvent se résumer ainsi : le STV de l'information tend à devenir le STV du monde.

Au Cambodge, c'est l'armée vietnamienne qui donne la première information unifiée. Elle exagère les exagérations déjà parues en Occident, ne pouvant être ainsi contredite par l'Occident. Ceci a pour but de faire paraître humanitaire son intervention. Et si, finalement, la période 1975-1979 au Cambodge passe plutôt pour un accident que pour un unique camp de concentration selon la version vietnamienne, ce n'est pas à cause des recherches sincères d'un Vickery, mais par un vieux réflexe de guerre froide, où l'information occidentale se sent obligée de refuser la version vietnamienne. Ainsi, contrairement à

celui apporté dans les bagages de l'armée tanzanienne en Ouganda, le gouvernement cambodgien apporté dans les bagages de l'armée vietnamienne ne sera jamais reconnu à l'ONU, où siégera encore longtemps le représentant des Khmers Rouges. Bien entendu, ce qui suit va montrer que le Cambodge, entre 1975 et 1979, n'était ni un accident comme pour l'information occidentale, ni une immoralité, comme pour l'information vietnamienne. Au contraire, nous allons y voir des moralistes puritains seulement un peu plus rigoureux que leurs voisins vietnamiens, et des logiciens matérialistes, seulement un peu plus rigoureux que les improvisateurs occidentaux.

L'événement fondamental de ces quatre années au Cambodge est celui qui les débute. Les 17 et 18 avril 1975, cinq armées khmères rouges pénètrent dans Phnom Penh et la divisent en cinq zones d'occupation ; peu d'exécutions ont lieu. Mais les deux millions d'habitants de la capitale sont sommés de la quitter, parfois en dix minutes, au total en 24 heures. S'il n'y eut pas de révolte, c'est, d'une part, parce que le fait étant sans exemple personne n'en savait le but, et d'autre part, pour endormir leur confiance il fut promis à ces citadins qu'ils pourraient rentrer dans trois jours. La totalité de la population urbaine du Cambodge fut ainsi déportée à la campagne, et les 5 000 derniers occupants de l'ancienne capitale y introduisirent la campagne, en pratiquant jusque dans les rues la culture et l'élevage ; quelques ultimes ouvriers y firent tourner quelques ultimes usines.

Les Khmers Rouges forment le parti marxiste-léniniste (d'ailleurs stalinien-maoïste) le plus réactionnaire de l'histoire. Mais assurément, les conclusions que ces militants armés (un militant armé est toujours un policier) ont mis en pratique sont issues de leur idéologie. Cent ans après la critique du programme de Gotha, d'insuffisance en insuffisance, de renoncement en renoncement, d'alliance en alliance, le parti de Marx culmine en cette hiérarchie militaire rurale, divisée, sauf quant à mettre en pratique les dogmes les plus radicaux issus d'un millénaire de misère campagnarde, d'un siècle d'idéologie matérialiste et d'une vie de guérilla indochinoise. Pour les Khmers Rouges, la ville exploite la campagne. Car les Khmers Rouges sont des paysans et n'ont jamais vécu dans la ville (la ville moderne, d'ailleurs, est la meilleure thérapie contre l'idéologie qui se conserve si bien dans le congélateur de la pensée qu'est la campagne). Ils ne savent pas, ils ne soupçonnent même pas, que la ville c'est d'abord de l'esprit. Et ils sont bien loin de se douter de ce qu'est l'esprit, puisque dans les rizières du Mekong ils en rencontrent si peu.

Voici que du parti ouvrier qui critiquait, en avance sur son temps, le vote paysan pour le prince Bonaparte, est issu, dans un processus de vieillissement accéléré, le parti paysan sous la présidence du prince Sihanouk, qui déporte les ouvriers à la campagne. Cette tentative pour dissoudre l'esprit des villes, donc de l'humanité, dans la nature, est la plus rétrograde décision d'un Etat moderne : elle ne cherche pas à ralentir le temps, à conserver, elle prétend même anéantir un passé proche.

Car la déportation d'étudiants, qu'on a vu réussir en Chine, Ethiopie et Iran, et échouer au Népal, n'est qu'un atermoiement, une tentative de retarder l'explosion des villes, si effrayante lors des révoltes modernes, parce que ces révoltes modernes ne sont que l'épicentre d'une gigantesque et terrifiante explosion d'esprit. Mais les Khmers Rouges, maoïstes conséquents, ne déportent pas que les étudiants mais tous, et léninistes conséquents, le font sous l'autorité de l'Etat, et stalinistes conséquents, confondent autorité de l'Etat et police, c'est-à-dire armée. Assurément, le Cambodge ne mérite mention dans l'histoire que comme premier et dernier putsch rural, que comme unique jacquerie d'Etat, que comme première expression du désespoir du parti économiste dans un monde qui le dépasse. Car la nature, la terre nourricière, l'agriculture auxquelles les Khmers Rouges voulaient condamner tous les Cambodgiens, ne sont essentielles qu'au besoin alimentaire, qui n'est le besoin essentiel que pour l'économie. Prisonnier de sa croisade anti-STV, Vickery essaye d'atténuer cet arbitraire Khmer, en opposant chiffre à chiffre : pourquoi s'indigner de 2 000 000 de déportés en 1975, alors que Phnom Penh, en sens inverse, était bien passé de 600 000 à 2 000 000 d'habitants entre 1970 et 1975 ? Tout d'abord, sur les 1 400 000 habitants supplémentaires de la capitale, il faut supposer qu'au moins 400 000 y sont nés, ce qui fait que la seconde migration concerne deux fois plus de personnes que la première ; en outre, la première de ces migrations s'est faite sur cinq ans, alors que la seconde, sur deux jours ; enfin, si la première est le résultat de besoins et de désirs, d'ailleurs indéterminés, la seconde est une opération de police ; la première est dans le sens de l'histoire, la seconde est dans le sens inverse. Et je ne dis pas cela en écho d'un parti urbain, car les deux grands partis sont aujourd'hui urbains, malgré la persistance de quelques groupuscules ultra-conservateurs, de la campagne, mais en écho du parti déterminé à dépasser la ville comme pensée aliénée, comme esprit.

Après ou au cours de cette déportation, les pauvres du Cambodge apprirent que les Khmers Rouges les avaient divisés en trois catégories : les "pleins droits" sont les anciens paysans pauvres, et peuvent seuls voter pour les irrévocables représentants policièrement agréés ; les "candidats" sont les anciens paysans riches ou artisans, ont voix consultative, et peuvent espérer être individuellement promus "pleins droits" selon leur conduite ; et les "dépositaires", les anciens gros bourgeois et tous les citadins, sont effectivement réduits à l'esclavage sous sa forme antique : privés de cité, de citoyenneté, condamnés aux travaux les plus durs (auxquels, étant d'ailleurs les moins aptes, ils crevèrent comme des mouches), moins bien nourris que ceux qui travaillent moins, leurs familles souvent séparées, redéportés à l'improviste, et interdits de déplacement. Ce "peuple nouveau" porte bien son nom, car il ne s'agissait pas de l'exterminer mais de le transformer en bétail (qu'il est interdit de manger cependant), tentative tout à fait inédite. Famines locales, maladies, exécutions sommaires pour subversion ou simplement pour incapacité à effectuer le travail forcé, déciment rapidement ce troupeau, où la sexualité non matrimoniale est également un crime mortel. Puis, dans cet Etat visant l'autarcie, où l'argent, aboli, n'est pas supprimé dialectiquement, mais interdit, toute religion fut également abolie, par décret, pour revêtir du sacerdoce de l'économie toute-puissante l'intouchable et invisible caste des soldats qui régnait sur ces cultivateurs, ces affranchis et ces esclaves, dispersés selon les besoins d'une police ayant toute latitude : "with a very great degree of autonomy for each vertical administrative unit and virtually total compartmentalization of units horizontally." La hiérarchie devient le seul moyen de communication. Enfin, le problème de la nourriture, devenu effectivement central depuis que toute autre pensée est persécutée, devient effectivement insoluble : il n'y a pas plus de riz parce qu'il y a plus de paysans, au contraire, ce n'est plus le riz qui manque à la ville, c'est la ville qui manque au riz. Lorsque la survie devient le but unique de la société, la preuve est faite par les Khmers Rouges, elle ne peut même plus survivre. Le riz, sacré, omniprésent (non seulement il doit nourrir les trois classes d'exploités, mais la caste d'exploiteurs, et comme il représente la presque totalité de ce qui est produit, c'est aussi du riz qu'il faut exporter pour acheter des armes pour maintenir ce système de coercition), devient, dans ce pays fertile, en "paix", rare partout : les rations tombent à 9 kgs par personne et par mois, en moyenne, et si je ne m'abuse, de savants agronomes ont estimé le minimum vital à 17 kgs, pas loin du double.

Et tout au long de cette restauration pré-industrielle (je n'emploie ce qualificatif économiste que pour ceux qui parlent de Moyen Age pour la révolution iranienne, et de révolution pour l'ultra-sandinisme khmer rouge), les 5 fractions armées, chacune administrant sa contrée dans un émiettement du territoire qui n'est pas sans rappeler celui de l'Europe médiévale, n'ont cessé de se combattre. En 1975, le Cambodge est encore un royaume, mais Sihanouk, sa potiche couronnée, n'est qu'une personnalité trop connue dans le monde pour être intégrée révolutionnairement dans le "peuple nouveau". Après des élections, en mars 1976, ce politicien, caution du régime, démissionne, et se verra accorder la résidence surveillée. Commencerait une dispute entre le vieux parti et une faction montante autour du Premier ministre Pol Pot, N°3 supposé du régime, secrétaire-général supposé du PC, lui-même également supposé seulement (tout est secret). A l'automne 1976, pendant un mois, Pol Pot perd sa place, puis la retrouve. On n'imagine pas cet épisode, à l'intérieur d'une hiérarchie aussi inflexible, sans sang. Fin 1976, apparemment, tout le Nord est en dissidence. Entre le 26 février et le 3 mars 1977, l'armée de l'Est y viendra faire un grand massacre de cadres. La seule grande rébellion connue a lieu alors : les cadres seulement suspects de dissidence sont désarmés, et aussitôt massacrés par les paysans insurgés ; pendant 4 jours, l'armée de l'Est mate la jacquerie (8 à 10 000 morts). Depuis 1977, la pénurie ne cesse de grandir. Chaque purge semble avoir pour effet un rationnement supplémentaire. Comme quoi, la privation de la cité, l'esclavage, la misère et la famine ne provoquent pas nécessairement la révolte. La deuxième guerre des bureaucrates fut celle menée contre l'armée de l'Est sous l'impulsion de l'armée du Sud-Ouest, fief de Pol Pot. En avril-mai 1978, l'armée, puis le "peuple nouveau", puis même le "peuple ancien" de la région Est furent massacrés. De toutes façons, il semble que dans tout le Cambodge le paupérisme effectif des Khmers Rouges ait rabaissé au niveau des dépositaires du "peuple nouveau" tout le "peuple ancien", aussi bien les pleins droits que les candidats, dès début 1978 : le droit de vote est hors d'usage, les rations sont égalisées par le bas et les cadences de travail par le haut.

Depuis 1975 cependant, quoique l'armée de l'Est, frontalière avec le Vietnam, était censée être pro-vietnamienne, il y eut de constants affrontements armés entre les deux Etats. Un différent de frontière sert de prétexte permanent à franchir celle internationalement reconnue, fixée d'un coup de crayon négligent par l'administration coloniale. Il est difficile d'être sûr duquel des deux Etats attaquait plus

l'autre, les staliniens du Vietnam, à peine moins "radicaux" que ceux du Cambodge, ayant autant intérêt à la rapine et à l'usage de leurs armées. Au Vietnam, en effet, à la fin de 1975, il y avait déjà 500 000 citadins du Sud déportés dans les "nouvelles régions économiques", c'est-à-dire au fin fond de nulle part à être esclaves dans les champs ; et le plan de 76-80 prévoyait dix millions de déportations supplémentaires. Aussi, en 1976 et 1977 apparaissent la famine et le rationnement alimentaire (13 kgs de riz par personne et par mois). Puis, le 23 mars 1978, l'Etat nationalise toutes les moyennes entreprises en rachetant tous les stocks au prix officiel plus 10 %, ce qui équivaut à une confiscation cachée, puisque presque tous les stocks sont constitués au marché noir, sans factures et à des prix incomparables à ceux de l'Etat : 30 000 entreprises ferment du jour au lendemain. Les campagnes subissent la même collectivisation forcée, où les cadres du parti "use harsh language in order to threaten the peasants". Des guérillas s'organisent au centre du pays (Front Uni pour la Libération des Races Opprimées).

La communauté de 1 500 000 Chinois au Vietnam, commerçante, fermée, haïe autant que les Vietnamiens le sont au Cambodge, fait office de bouc émissaire pour l'Etat aux abois. En juillet 1978, un dixième de ces juifs d'Extrême-Orient a rejoint la Chine Populaire, peu ravie de cet encombrant exode. Mais la plupart d'entre ceux qui vivent depuis des siècles au Vietnam sont au Sud et essayent de s'enfuir par la mer. Ainsi commence l'exode des boat-people, qui a tant fait couler de larmes de crocodile en Occident. Car, rapidement, les Vietnamiens s'engouffrent dans la même ligne de fuite, avec la bénédiction de l'Etat, soulagé du départ de tant de bouches inutiles, révoltées potentielles, faisant un écran spectaculaire autour du Vietnam même, dont le gouvernement osera présenter comme une mansuétude cette incapacité visible à faire paraître tolérable même la survie à l'intérieur de ses frontières. En 1979, il y a déjà 300 000 boat-people ; cynique, l'Etat vietnamien en prévoit 3 000 000.

Après une contre-attaque vietnamienne à 50 km à l'intérieur du Cambodge fin 1977, les deux gouvernements voisins s'amuse à réciproquement avec des négociations de paix. Mais en février 1978, le Cambodge rejette la proposition d'accepter l'ancienne frontière coloniale. Quoique ayant 600 000 soldats, trois fois plus que le Cambodge, mieux équipés et appuyés de 70 000 para-militaires et de 1 000 000 de mili-ciens, le gouvernement vietnamien profite de

l'aubaine pour mobiliser sous la bannière nationaliste ses administrés exsangues. En été 1978, tous les Vietnamiens de 18 à 25 ans et toutes les Vietnamiennes de 18 à 20 ans sont mobilisés ; une armée de 25 000 têtes est formée parmi les 150 000 réfugiés cambodgiens au Vietnam. Comme c'est désormais la coutume dans le monde, l'envahisseur ne prétend que soutenir à sa demande légitime un Front de Libération (FLUNSK, dirigé par Heng Samrin), qu'il pousse devant soi. Le 25 décembre 1978, 100 000 hommes traversent la frontière et s'emparent de Takeo le 30, tournant ainsi les bandes dissolues khmères rouges, qui attendaient l'invasion sur la route Ho Chi Minh Ville - Phnom Penh. Cette ancienne capitale est prise le 7 janvier 1979. Pol Pot s'enfuit dans les montagnes du sud-ouest. Le 8 janvier, Heng Samrin forme un nouveau gouvernement.

En quatre ans, affirme la version officielle vietnamienne, il y a eu trois millions de morts au Kampuchea Démocratique, comme s'appelait le Cambodge sous les Khmers Rouges. Après d'également contestables calculs, Vickery en dénombre 740 000 (300 000 exécutions et 440 000 victimes de la malnutrition, du travail forcé et de l'effondrement de la médecine moderne, partiellement remplacée par la médecine traditionnelle). Cette fourchette, qui gradue dans l'énormité, est la continuation statistique du mépris des Khmers Rouges pour les pauvres du Cambodge. Mais en vérité, qui ne le partage pas, tant que ces pauvres eux-mêmes le tolèrent ! Qui fait la différence, dans le monde, entre plus ou moins deux millions d'esclaves, commis au laborieux entretien d'une soldatesque, à part la soldatesque !

Que l'Etat voisin ne soit intervenu qu'au bout de quatre ans, et de toute évidence pour des raisons essentiellement internes, doit prouver aux pauvres que ce n'est jamais sur d'autres Etats qu'ils doivent compter dans l'adversité. L'excès paysan et policier du "Kampuchea Démocratique" est une expérience extrême de la tyrannie devenue possible à l'Etat moderne. Nulle part le projet de transformer la majeure partie de la population en bétail, de priver d'humanité, n'y est mieux résumé que dans l'interdiction du jeu et du rire qui, comme le dit un lieu commun moins au ras des pâquerettes que les autres, différencie l'homme de l'animal : "The suppression of fun and play is one of the things which distinguishes DK invidiously from pre-revolutionary Cambodia."

Il est aussi difficile, en 1978, de se faire un état précis de la Chine que du Cambodge. Mais si l'interdit de l'information, au Cambodge, a été très remarqué, c'est parce qu'il était soudain, alors qu'en Chine, depuis que le monde est divisé en Etats, c'est l'autorisation de l'information qui est remarquée parce que soudaine. Ainsi, Révolution Culturelle et Bande des 4, ces prétextes à information, ne représentent, à dix ans d'intervalle, que les calottes émergées de profonds serpents de mer, dont il n'est pas tout à fait sûr qu'ils ne forment pas qu'un. Ces mouvements de révolte déformés, falsifiés, aux contours imprécis, aux durées et à la profondeur supposées, n'indiquent que l'étendue des troubles dans les fonds abyssaux de l'Empire du Milieu. Si les valets chinois ont cru pouvoir utiliser l'arme de la publicité des troubles dans leurs numéros d'équilibre pékinois, ils se sont aperçus qu'ils ne maîtrisaient pas mieux son double tranchant que les Américains celui du napalm au Vietnam. Aussi, en 1978, cadenassé dans un silence policier qui ne laisse filtrer que de rares mensonges, le cinquième des habitants de la planète semble privé autant d'esprit que de nourriture et de sexualité. L'interdiction du mariage avant 28 ans et l'interdiction de la copulation prémaritale sont connues (cette double violence ignoble n'a été sue hors de Chine que parce qu'applaudie comme vertu morale d'autrui et comme "réalisme démographique", pour ne pas dire frein au péril jaune), mais la famine, moins glorieuse que la répression du plaisir, doit être supposée comme étant devenue l'une des pires maladies mortelles endémiques dans les campagnes ; quant à la révolte, ce sont moins ces deux besoins insatisfaits qui la laissent présager sous le lourd manteau du silence du rigide policier stalinien de Chine, que ce manteau du silence lui-même. L'esprit est une bien puissante drogue, comme le dix-huitième siècle français nous l'a prouvé. Mais aujourd'hui, les pauvres du monde entier en ont tâté : c'est ce qui rend si anti-historique l'abrutissement des Cambodgiens et c'est ce qui fait préférer les hasards de la mer de Chine aux boat-people. Il est impensable que le sevrage d'esprit, de monde objectif entr'aperçu, ne pousse pas les pauvres de Chine aux extrémités. Que ce phénomène, si public en 1976, y ait complètement disparu en 1978, n'est pas impossible, comme en témoigne le Cambodge, mais improbable, comme en témoigne le reste du monde. Si éloignés qu'ils soient des provinces et si incapables de comprendre des remous aussi opposés à leurs maximes, bouillies de marxisme mâtiné de confucianisme et d'ultra-conservatisme rural, les dirigeants chinois vouent désormais toute leur inquiétude à la découverte que le haut rocher paisible qu'ils ont escaladé sur la tête des autres, est un volcan en activité. Ils sont

déjà prêts à toutes les extrémités pour échapper au revers casse-gueule du vieux proverbe de leurs ancêtres : quand tu as atteint le sommet de la montagne, continue de monter.

Depuis novembre 1978, l'information occidentale commence à découvrir et promouvoir son propre parti en Chine. Ce qui a été appelé le "Printemps de Pékin" (depuis le "Printemps de Prague" en 1968, printemps d'un endroit, même en hiver, signifie protestation "démocratique", pour le "multipartisme", bonne protestation), c'est-à-dire l'autorisation d'un mur aux dazibaos favorables à Deng Xiaobing, n'est que la preuve contresignée par l'Occident que tout ce qui se passe en Chine est inoffensif.

Cette bagatellisation spectaculaire semble devenue nécessaire car, dès le début de janvier 1979, apparaissent à Pékin des paysans en haillons qui protestent contre la faim, ainsi que les mauvaises moeurs de loubards et de chômeurs qui les attaquent, et qui doivent singulièrement inquiéter les manifestations tolérées d'une intelligentsia forcée sous cette pression de s'écarter de la "ligne" de Deng, aussitôt celui-ci parti rendre visite aux Etats-Unis, le 27 janvier. Enfin, du 5 au 9 février, des "troubles" (notamment l'occupation de la gare principale) éclatent à Shanghai. Deng rentré d'Amérique le 8, où il avait déclaré l'intention de l'Etat chinois "d'administrer une leçon aux grands et petits hégémonistes", le Quotidien du Peuple met en garde contre l'"anarchie".

Le 16 février 1979, l'armée chinoise lance une offensive au Vietnam, quelques jours plus tard il est interdit aux dazibaos qui obéissent, de parler de ce sujet qui éloigne l'information occidentale. Le "mur de la liberté" restera le témoin de la misère de la liberté contemporaine jusqu'en mars 1979, et survivra dans les mêmes haillons que la paysannerie chinoise pour mourir d'inanité et de quelques coups de bâtons en décembre de la même année.

Le 19 février, les capitales régionales Lai Chau, Lao Cai et Cao Bang sont prises par l'armée chinoise. Mais ses 80 000 soldats (120 000 sont en réserve) ont subi de "lourdes pertes" et n'avancent plus. La bataille principale, autour de Lang Son, commencée le 27 février se termine le 2 mars lorsque cette ville est prise par l'armée chinoise. Là encore, les deux partis ont subi de "lourdes pertes". La Chine décide brusquement avoir atteint ses objectifs et se retire du Vietnam qui ne se défendait encore que par ses milices. Tous les observateurs spécialisés estiment que la Chine n'a pas réussi à infliger

la leçon annoncée au "Cuba d'Asie". Cette mini-offensive étale au contraire la vétusté de l'armée et des méthodes de la Chine, agresseur indiscutable, dépourvu même du plus élémentaire bouclier légaliste pour spectacle de l'information, un Front de Libération autochtone.

Voici les raisons avouées de cette guerre. La persécution des Chinois au Vietnam embarrassait beaucoup l'Etat chinois, parce qu'elle résultait en un flot de rapatriés incommodes, aux moeurs "capitalistes", et qu'il fallait donc cesser ; de plus, de telles minorités chinoises, haïes et fermées, commerçantes, existent dans toutes les villes du sud-est de l'Asie. Comme la République Populaire s'en sert de tête de pont, essentiellement financière, il se serait agi, dans la protection militaire de celle du Vietnam, de rassurer toutes les autres par l'exemple. La deuxième raison avait déjà tenu lieu d'aquarium commun à la rupture progressive entre le requin chinois et le piranha vietnamien : de multiples différends sur leur frontières communes, imposées comme entre Cambodge et Vietnam par la désinvolture du colonisateur français d'autrefois, constituent un menu fretin perpétuel de désaccords et d'accords, un vivier de contacts (coups ou caresses), sorte de thermomètre extérieur des nécessités belliqueuses entre les deux Etats. Enfin, la troisième raison généralement avancée pour cette peu glorieuse invasion de l'armée chinoise est son alliance avec les Khmers Rouges. Par le Laos, (où 40 000 soldats vietnamiens sont stationnés), et, depuis la prise de Saigon, par le Sud-Vietnam, le Nord-Vietnam encercle le Cambodge comme dans une figure bien connue du jeu de go ; le Vietnam, cependant, est obligé d'attaquer le Cambodge s'il veut éviter d'être encerclé selon la même figure par le Cambodge et la Chine ; et la Chine est obligée d'attaquer le Vietnam si elle ne veut pas être encerclée à son tour par le Vietnam et l'URSS ; et, toujours selon la même gopolitique, si l'URSS attaquait la Chine, c'est parce que la Chine se serait acquis, ostentatoirement, le soutien des USA, avec laquelle elle encerclerait l'URSS. De telles constructions abstraites ont encore cours, non seulement chez les informateurs, mais aussi parmi les hommes d'Etat.

Pour les premiers, il s'agit d'hypnotiser le public par leur propre croyance au spectre omniprésent d'une troisième guerre mondiale, atomique celle-ci, pouvant procéder, comme la première, d'une réaction en chaîne à partir d'un fait mineur, ou comme la seconde, de l'envahissement d'un couloir de Dantzig ; pour les seconds, il s'agit de façonner des théories à la hauteur de leurs lumières et de leurs terreurs. Et il est donc bien probable que les dirigeants chinois ont

retiré leurs troupes, dépités par la tiédeur du soutien américain : ces bonzes aux polices encore staliniennes découvrent à leurs dépens que l'inquiétude devant un public identique à l'esprit objectif peut faire trahir leurs engagements à leurs homologues américains.

Et voici les raisons inavouées de cette guerre. Les Etats socialistes sont d'abord des dictatures militaires : en Chine, chaque grande vague de soulèvement n'a été brisée que par l'armée, qui de cette protection s'est payée sur l'Etat ; au Vietnam et au Cambodge, trente ans de guerre ininterrompue ont instauré un militarisme qui ne souffre ni d'être dissolu, ni d'être désœuvré. Si l'Etat ne l'emploie pas, il risque de s'employer tout seul. La guerre d'Etat permanente, la guérilla comme carrière, ne cessent jamais soudain. La facilité et le plaisir de tuer ne se désapprennent pas. Traumatismes, drogues, hontes, nostalgies, tout ce que, aux Etats-Unis, la mauvaise conscience restitue au spectacle depuis la guerre du Vietnam, comment voudriez-vous que cela n'ait pas détraqué encore bien davantage la fausse conscience des vétérans chinois et vietnamiens qui l'ont subie ? Le goût et l'habitude du sang, la justification d'armées immenses et l'écoulement d'armements du monde entier donnent leur élan aux guerres d'Indochine en 1978 et 1979. Enfin, dans les replis du silence chinois, si perpétuellement et savamment entretenu, il faut toujours supposer à un éclat public une fonction de diversion. Ainsi, des troubles intérieurs ne sont avoués que comme chemin de gloire de quelque manipulateur génial. Et lorsque l'Etat chinois se montre en train de faire la guerre à l'extérieur, selon le même ancestral et lourd trompe-l'oeil, ce qui est le plus probable, c'est qu'il est en train de la faire à l'intérieur. En Chine, au Vietnam, au Cambodge, comme dans le reste du monde, l'anxieux regard des hommes d'Etat sur leurs subordonnés et administrés détermine presque exclusivement leurs guerres d'Etat devenues nécessité, fuites en avant. Les scrofules du socialisme d'Etat éclatent enfin : les boat-people fuient par la mer, leurs dirigeants fuient dans la guerre.